

L'INTRODUCTION
DE LA LANGUE FRANÇAISE
EN BERN ET EN ROUSSILLON

*Thèse Complémentaire
présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris*

PAR

AUGUSTE BRUN
Professeur au Lycée de Marseille



PARIS
Librairie ancienne Honoré CHAMPION, éditeur
Eduard CHAMPION
5, Quai Malaquais (VI*)

1923

**L'INTRODUCTION DE LA LANGUE FRANÇAISE
EN BÉARN ET EN ROUSSILLON**

L'INTRODUCTION
DE LA LANGUE FRANÇAISE
EN BEARN ET EN ROUSSILLON

*Thèse Complémentaire
présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris*

PAR

AUGUSTE BRUN
Professeur au Lycée de Marseille



PARIS
Librairie ancienne Honoré CHAMPION, éditeur
Edouard CHAMPION
5, Quai Malaquais (VI^e)

1923



PRÉFACE

Dans un ouvrage que celui-ci accompagne ¹, on a essayé de reconstituer l'histoire de l'introduction de la langue française dans la portion méridionale du royaume telle qu'elle était constituée à la fin du XV^e siècle. On pense avoir montré comment ce phénomène est essentiellement le fait du XVI^e siècle, comment il s'est développé en fonction de la politique unificatrice que nos rois ont poursuivie, avec une ténacité de plus en plus consciente, depuis Louis XI, comment il a été consacré en quelques régions, précipité en d'autres, ailleurs, enfin, inauguré par l'ordonnance de Villers-Cotterets : dès ce moment, la langue royale, imposée par voie judiciaire et administrative, est devenue, dans les papiers privés aussi bien que dans les actes publics, la seule langue écrite, admise de tous. Ce mouvement général de substitution qui s'est opéré dans l'écriture, loin de présenter des modalités variées suivant les contingences locales, loin de provoquer l'opposition des assujettis, est surtout frappant par son caractère de simplicité et d'uniformité, de quelque lieu ou de quelque point de vue qu'on l'envisage, par sa soudaineté aussi, de telle manière que sans contretemps notable, sans difficulté apparente, entre 1500 et 1580, un bilinguisme se constitue qui est accepté de tous et dont la formule est simple : le français est employé, quand on écrit, et l'idiome local, quand on parle.

¹ *Recherches historiques sur l'introduction du français dans les provinces du Midi*, par A. Brun.

On a prouvé, en outre, que cette situation des deux parlers n'a pas été sensiblement modifiée au cours de l'âge classique et que la monarchie absolue, loin d'assurer à la masse des sujets les moyens pratiques d'acquérir la connaissance du français, s'est contentée de ce qui n'était en somme qu'un demi-succès, s'est arrêtée à la première étape, que, pour tout dire, le problème de l'école n'a pas été envisagé, ou « retenu », et que les témoignages contemporains de la Révolution signalent, avec une concordance qui fixe une certitude, l'ignorance relative des populations méridionales en matière de langue française, de sorte que l'unification par la langue que semblait avoir amorcée l'ordonnance de Villers-Cotterets, loin de s'approfondir et de se consolider, est demeurée stationnaire, c'est-à-dire superficielle.

Les deux études qui suivent fournissent à ces aperçus une façon de contre-épreuve.

Deux pays pyrénéens, l'un à l'ouest, le Béarn, l'autre à l'est, le Roussillon, ont été réunis postérieurement au XVI^e siècle, le Béarn, après la mort de Henri IV, en 1620, le Roussillon, en vertu du Traité des Pyrénées. Le Béarn était un état souverain; le Roussillon dépendait des rois d'Espagne. Chacun d'eux avait son idiome propre qui faisait figure de langue officielle; en raison de leur situation particulière et aussi de leur incorporation tardive au royaume, ces deux territoires ont été autrement rétifs à l'adoption de la langue française que ne furent, au siècle précédent, la Gascogne, le Languedoc ou la Provence. Le Béarn nous offrira un cas de résistance caractérisé. Le Roussillon nous montrera la monarchie mise en présence d'un problème délicat et élaborant un système fort bien entendu d'assimilation par la langue, c'est-à-dire par l'école. L'exemple du Béarn soulignera, par contraste, ce qu'a été devant l'initiative de François I^{er}, la passivité des autres peuples méri-

dionaux. L'exemple du Roussillon accusera l'inconsistance de la monarchie absolue en matière de politique linguistique, puisque, se heurtant, à propos du catalan, à l'obstacle que présentait l'existence des idiomes locaux et ayant entrevu le moyen de le réduire, elle n'a pas eu la volonté d'agir et de réaliser.

L'exposé qui suit montrera, mieux que tout avertissement, comment ce modeste travail se rattache à celui, plus important, que nous avons consacré à l'ensemble des provinces méridionales, et comment il contribue à éclaircir les questions générales que nous y avons traitées.

Il ne nous reste qu'à remercier de leur obligeance tous ceux qui nous ont aidé à mener à bien notre enquête, en particulier MM. les Archivistes et Bibliothécaires et MM. les Instituteurs des Basses-Pyrénées et des Pyrénées-Orientales.



LE BÉARN

LE BÉARN

Un Cas de Résistance

Quand on a constaté la docilité des Gascons, des Provençaux et des Languedociens à accepter l'autorité des rois de France, leur administration, leur langue, à consentir, d'un cœur léger, à la déchéance de leurs parlers maternels, un doute subsiste encore : n'y aurait-il pas eu résistance sans protestation apparente et telle que les documents écrits n'en aient transmis aucun souvenir ? Mais, quand on étudie l'introduction du français en Béarn, on imagine, après coup, ce qu'aurait pu être la résistance en d'autres lieux, si elle s'était produite, et cette épreuve lève les derniers doutes : l'histoire de ce minuscule pays nous enseigne ce que peut accomplir l'esprit de particularisme, quand il est conscient de ses fins et soutenu par la volonté.

*
* *

Le Béarn, il est vrai, a une fortune historique bien faite pour exalter le sens de l'autonomie. Aussi loin qu'on remonte dans le haut Moyen-Age, les comtes de Béarn semblent ne relever que d'eux seuls : ils ne rendent hommage

à personne et leur seigneurie n'apparaît assujettie, à aucun moment, aux puissants voisins, rois de France, de Navarre ou d'Angleterre. D'autre part, les rapports entre le suzerain et ses vassaux et sujets impliquent des atténuations singulières¹ : ils sont réglementés, dès le XI^e siècle, par des « fors », chartes des franchises, ou mieux des obligations réciproques, et l'observation en est strictement exigée et surveillée par les gens du pays ; rassemblés en recueil, en 1306, ils forment un corps de législation qui limite les pouvoirs du comte. Le contrôle est exercé par des cours féodales qui, au XIV^e siècle, se muent en institution régulière, où le tiers est représenté. Il y a de 60 à 100 membres pour les communautés, chiffre considérable, vu l'exiguïté du pays. Ces Etats ne se bornent pas, comme ailleurs, à voter l'impôt, et à présenter d'humbles doléances ; ils ont leur mot à dire, et prennent même des initiatives, sur les levées de troupes, le fait de guerre, et en matière diplomatique ; ils inspectent les ateliers monétaires, enquêtent sur les actes administratifs donnent des avis sur les nominations de fonctionnaires. Si le comte est mineur, ils désignent le tuteur ; si l'héritier est une femme, ils désignent le mari, ou l'agrément. A la mort de Gaston Phébus, en 1391, ils s'attribuent les pouvoirs d'un gouvernement provisoire. En somme, il y a là l'ébauche vague d'un régime constitutionnel, avec une charte, avec un contrôle par mandataires ; jouissant de libertés reconnues et jurées, associés aux affaires du pays, conscients et fiers de leur indépendance, les Béarnais étaient intéressés à ne rien aliéner de leurs privilèges ; et ceux-ci découlaient de ce fait : le Béarn était état souverain.

Aussi, à l'aube du XVI^e siècle, bien que les terres limitrophes, Gascogne, pays des Launes, Labourd, Soule, soient en train de devenir françaises, ils continuent à se

¹ Voir CADIER, *Les Etats de Béarn*.

montrer fermés à une influence qui s'insinue partout : les limites de ce modeste comté opposent une barrière infranchissable à l'invasion du français. Et sans doute, les seigneurs de Béarn avaient, dès longtemps, montré moins d'intransigeance. On a rappelé ailleurs que Gaston Phébus avait écrit un livre de vènerie en français, que Gaston IV fut un des auxiliaires les plus notoires de la politique royale au XV^e siècle et que, par ses séjours à la cour, il s'était francisé, autant que tout autre feudataire du royaume². La tradition se continua avec les princes successeurs et avec les d'Albret. Mais l'activité extérieure de ces personnages n'eut guère de répercussion sur leur domaine béarnais : l'autorité française ne put y réaliser aucun empiètement, la langue du Nord aucun progrès. Au contraire, les gains du français dans les aires circonvoisines contribuèrent peut-être à raidir ce peuple dans sa tenacité autonomiste.

Un incident minuscule, mais significatif, montre à quel point il était intraitable. Le 1^{er} mars 1533, les Etats sont réunis dans la salle du Château de Pau. Le roi Henri II d'Albret est à la cour de François I^{er} : l'évêque de Rodez est chargé de le suppléer à la présidence de ces assises. Il fait lire par un secrétaire les lettres patentes qui l'accréditent. Celles-ci sont en français. Protestation unanime ; on prie l'évêque d'en autoriser la traduction en béarnais, avant de les insérer dans les registres :³ « et feyte lad. publication et a cause que lasdites lettres eran scriptes en lengadje frances ste concludit que aqueres fosson redigides en bearnes et supplicat audit s. de Rodez permetossa que fosson

² Le goût français se manifeste à cette époque en Béarn dans l'architecture féodale. RITTER, *Le Château de Pau*, p. 57. — Dès le XV^e siècle, une des devises des comtes de Foix est : « J'ai belle dame ». — *Catalogue de la Bibliothèque de Pau*, par SOULICE. Introduction.

³ Arch. Bass. Pyr., C. 681, fol. 92 recto.

conbertid en bearnes et inserides en lo present liure en bearnes et que volos interceder vers lod. senhor que quant de hores en abant los tremetos lettres patentes et semblantz actes ny autes, que los tremetos en languadge deu pays... » Et à la fin de la séance, les Etats prennent des conclusions sur ce point qui leur tient tant à cœur⁴ : « que aussi lod. senh. no have acostumat tremeter lettres ny expéditions en languadge frances, en lo present pays e que volos interceder que dehores en abant lod. senh. lor expedis tots lettres en languadge deu pays, lo que et lo tot lod. sh. de Rodes lo accorda et prome de far ». La question se pose avec toute la netteté désirable, et elle est posée à propos, juste au moment où les Etats peuvent se sentir inquiets de voir leur souverain, par le fait de son mariage, vivre en coquetterie avec le roi de France; leur attitude est ferme, leur revendication catégorique. Il s'agit de ne laisser prescrire aucun de leurs privilèges; l'emploi de la langue en est un; ils le rappellent. Quel contraste avec la soumission déferente que nous avons constatée, à la même période, chez les autres méridionaux, à l'occasion de l'ordonnance de Villers-Cotterets. Nulle part, en ce siècle, on ne relève un patriotisme aussi chatouilleux et aussi clairvoyant: ici la question de langue prend l'ampleur d'une question politique.

*
* *

Perspicacité dont on s'étonnera! Une conscience aussi nette de la solidarité, qui joint au problème national le problème linguistique, s'explique, chez les Béarnais, par leur participation effective au gouvernement. De plus, ils ont quelque droit d'être fiers de leur idiome. Celui-ci a eu, de

⁴ C. 681, fol. 93 recto.

temps immémorial, le privilège que conserva si longtemps, en d'autres lieux, le latin ; il a prévalu dans la rédaction des « fors », dans la chancellerie comtale, dans les actes des Etats, dans les pièces concernant l'impôt, dans les serments, et pareillement chez les notaires ; le latin n'intervient qu'à titre accessoire, et d'ailleurs n'a que faire dans un pays où le peuple est admis à la gestion ou au contrôle des affaires publiques. Etant l'instrument d'une politique, il a acquis dans la région pyrénéenne une force d'expansion extraordinaire et, hors des limites propres du Béarn, il a été adopté dès le Moyen-Age, en Labourd, en Soule, en Bigorre, en Navarre : il représente une puissance de premier plan et, comme elle, il élargit sa place au soleil. Au XVI^e siècle, le français lui ravira son domaine extérieur, mais à l'intérieur de la seigneurie, les Béarnais prennent garde que leur langue officielle maintienne sa prérogative. Et, pour répondre à leurs appréhensions, Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret rappelleront que les lettres patentes, plaidoyers et autres actes de justice doivent être faits en béarnais⁵. Un particularisme en alerte, même en matière de langue, ainsi pourrait se définir à ce moment l'attitude du Béarn, en face de la menace que font peser sur eux les progrès et les visées de la monarchie française.

*
* *

Malgré cet esprit de « self defence », le français va s'introduire : il a pour lui la complicité des événements historiques. Il y a d'abord les mariages de la maison régnante : Henri II d'Albret épouse la sœur du roi François I^{er}, Marguerite d'Angoulême ; Jeanne d'Albret, sa fille, qui recevra

⁵ Arch. Basses-Pyrénées, C. 684.

une éducation française, épouse un grand seigneur de souche française, de sang royal, Antoine de Bourbon⁶. Marguerite, princesse illustre par ses mérites, dont l'esprit et le goût sont la parure du royaume et de la cour française, quand elle séjournera en Albret ou en Béarn, n'y paraîtra qu'entourée d'écrivains, Clément Marot, de théologiens, Gérard Roussel, Calvin, toute une fleur de lettrés, de penseurs, d'agitateurs aussi, qui feront des châteaux de Pau et de Nérac comme une résidence annexe de Saint Germain⁷. Sous le règne suivant, s'accusera l'attrait que la royauté française exerce sur les souverains béarnais : ils font à Paris de fréquents et longs séjours, délaissant l'héritage pyrénéen pour la vie fastueuse et raffinée du courtisan, s'immisçant dans les intrigues et les rivalités ourdies autour des Guise et de la reine mère. Devenue veuve, Jeanne d'Albret retourne au pays, abjure sa foi, abolit le catholicisme, instaure en Béarn le protestantisme comme religion d'Etat⁸. Puis c'est le déchaînement des guerres religieuses, les bandes sanglantes de Terride (1569), et ce coin reculé participe aux mêmes horreurs sinistres que les autres provinces de France. A la faveur des discordes civiles, les ponts sont jetés entre la France et le Béarn. La culture française a pénétré, d'abord grâce à la maison régnante ; des prédicants, des pasteurs, des polémistes s'établissent dans cette terre d'asile : ils viennent du Nord, de l'Est, de Suisse. Les compagnons béarnais d'Henri IV partent avec lui faire campagne dans le royaume. Emigration des protestants, randonnées des cadets béarnais, c'est un mouvement de va-et-vient, qui met en perpétuel contact, deux peuples, deux langues. A la fin

⁶ Tous ces faits sont bien connus ; il suffit de les évoquer.

⁷ Marguerite ne méprisait pas pour cela les Béarnais, et même essaya d'apprendre leur langue.

⁸ (1560-1562).

du siècle, le hasard des successions attribuera au roi de Navarre le trône de France, triomphe mortel au particularisme béarnais. Henri IV, qui connaît ses sujets, évitera ou différera toute mesure définitive de réunion, sauvegardant, dans la forme et dans les formules, l'indépendance de son état héréditaire ; mais son fils et successeur aura moins de ménagements et le Béarn deviendra purement et simplement province française. Toutes les circonstances historiques, au cours du XVI^e siècle, ont conspiré pour ruiner une individualité politique qui était l'œuvre des siècles. Sans doute, quelle qu'eût été la conduite des souverains, les Béarnais, si jaloux qu'ils fussent de préserver jusqu'aux marques extérieures de leur autonomie, n'auraient pu rester fermés aux nouveautés, ni insensibles aux évolutions qui se développaient autour d'eux : autour d'eux, c'était la Gascogne, et le Labourd, et la Bigorre qui se convertissaient au français : puis, de plus haut et de plus loin, parvenaient les échos de la Renaissance et de la Réforme. Mais avec des princes attirés dans le sillage de la royauté, avec Marguerite qui fut une des gloires de la Renaissance, avec Jeanne d'Albret qui fut celle de la Réforme, enfin, apothéose inattendue, avec Henri de Navarre régnant au Louvre, les destinées de ce petit état furent orientées et précipitées vers une absorption contraire à ses aspirations déclarées. Et ce dénouement a été préparé et consommé non par l'intrusion de la monarchie française en Béarn, mais par celle des Béarnais dans les affaires de France.

Ainsi s'explique aisément que, malgré la prépotence officielle du béarnais, la langue française cessa de bonne heure d'être ignorée. Pénétration d'abord pacifique : les princes l'emploient très anciennement dans leurs rapports avec les gens du royaume, dans le privé, dans leur correspondance

de famille⁹. Cet usage, qui date des comtes de Foix, se consolide avec les d'Albret, surtout avec Henri II : ils sont méridionaux par leurs terres ; d'esprit, ils sont tous français. L'inventaire de la Bibliothèque du château de Pau, en 1519, celui de 1533, montrent qu'avant l'épanouissement de la Renaissance, la culture française occupe chez eux une place considérable¹⁰.

Les Etats de Béarn emploient aussi le français par nécessité diplomatique. Déjà une lettre écrite par eux à Louis XI, bien que rédigée en béarnais¹¹ (23 août, 1472) montre que le règlement des affaires étrangères exige l'assistance de secrétaires sachant peu ou prou le français. En 1517-1518, la correspondance échangée entre eux et leurs ambassadeurs en mission auprès de François I^{er} est en français entièrement, ainsi que les mémoires et instructions y annexés¹². Même une lettre adressée à Henri II d'Albret est en français (février 1517). Les Etats savent donc, à l'occasion, composer avec la tradition et ceci souligne la portée de leur réclamation en 1533 : s'ils ont tenu à adresser un sévère avertissement, c'est que l'innovation du roi peut paraître un danger pour les privilèges du pays.

⁹ Cf. *Inv. som. arch. B. Pyrénées*. Série E.-T. IV. Titres de familles. — CHAMPOLLION-FIGEAC. *Docum. inéd.* (T. IV). Lettres de diverses princesses d'Albret et de Navarre, p. 370.

¹⁰ Cf. *Romania*, 1885, p. 222 à 230; SOULICE, *Catalogue de la Bibliothèque de la ville de Pau*. Introduction. — On trouve en 1519 une Bible en français, Froissard, Eracle, Aimery de Narbonne, le Code en français, Giron le Courtois, le Roy Artus, la Mer des Istories, le livre du Berger, — en 1533, Lancelot du Lac, Josephus en français, Tite Live en français, les lois de l'empereur Justinien en français, Meliadus, Saint Anselme en français.

¹¹ CADIER, *Les Etats de Béarn*, p. 419. Voici un extrait : « Très haut, tres puissant, et nostre tres redoutable Seignour, tres humblement vrous merciam de co que vous a plagut nous far tante gracia et hounour de nous escriver si doucement et benignement.. »

¹² Ibid. appendice, d'après Arch. B. Pyrénées, E. 331. Ce sont des lettres adressées à Gaston d'Andoins, il y a même une lettre de celui-ci aux Etats, (22 mars 1517), en français.

Dès lors, les serviteurs immédiats du souverain, au château, savent le français; les inventaires déjà cités ainsi que les comptes de la cour sont pour la plupart en français¹³. Nul doute aussi que les Béarnais, appelés pour leurs affaires, leurs études, ou la carrière des armes, à voyager en France, n'aient appris la langue. Dans l'inventaire de meubles de Jean de Forcade, chirurgien à Sainte-Marie (Oloron), on relève des livres français: la complainte de Flamette, le livre du roi Modus, à côté de livres latins, espagnols et aussi béarnais¹⁴. Mais, quelle que soit la force de l'exemple que donne le souverain, la masse continue à « béarniser » et tout se borne à des infiltrations.

La propagation, puis l'établissement de la Réforme va accélérer et amplifier l'expansion du français, non seulement par l'afflux des étrangers, des artistes, des imprimeurs, des missionnaires protestants, ou des bandes commandées par les chefs catholiques, mais par la conversion des indigènes, et, après 1590, par le contre-coup de l'avènement de Henri IV au trône de France.

On voit d'abord le souverain employer quelquefois le français dans les actes de son gouvernement béarnais. A une requête des Etats de Navarre¹⁵ (1571), Jeanne d'Albret répond article par article en français; un édit de la même sur la monnaie de Pau¹⁶ (1555-66) est en français. Les divers services du château et de la cour, ceux de la trésorerie et

¹³ Toutefois un inventaire des chartes du Château de Pau, fait par Pierre de Biacs, abbé de Luc, chancelier de Foix et Béarn, 1533 est en béarnais. — *Catal. gén. des manuscrits*. T. IX Bibliothèque du Palais de Pau: n° 3.

¹⁴ *Invent. somm. arch. des Basses-Pyrénées*. Série E. T. V. Notaires d'Oloron.

¹⁵ DUBARAT, *Documents et bibliographie sur la Réforme en Béarn et en pays basque*.

¹⁶ BLANCHET, *Documents pour servir à l'histoire monétaire de la Navarre et du Béarn*. — (*Bull. de la soc. du Borda*, 1886).

de la comptabilité se francisent peu à peu. Les services de la Monnaie¹⁷, qui tiennent ordinairement leurs écritures en béarnais, préférèrent le français pour leur inventaire de 1556, et dans leurs registres de 1564-1566, cependant que la Monnaie de Morlaas s'en tient encore à l'idiome local¹⁸. Désormais le français alterne avec le béarnais, et devient général autour de 1580. Mais en 1608, en 1613 encore, les registres de délivrance sont en béarnais¹⁹. Il n'y a pas de règle fixe, mais le français s'est fait sa place. On entrevoit aussi que les personnages notoires, d'Espalungue, Bernard d'Arros (documents de 1567), Jean de Lons, gouverneur de la ville et du château de Pau (1570), ont l'habitude de s'exprimer en français²⁰.

Il est plus malaisé de préciser à quel degré le français s'insinue dans la population. Les registres de notaires dans les villes conservent des actes en cette langue assez fréquents : on ne sait pas toujours s'ils intéressent des étrangers ou des indigènes, en tout cas, on reconnaît que les notaires ne l'ignorent point²¹. Un inventaire d'Arnaud de Foix²², abbé de Lucq (1572), porte des livres français : « un Tite Live, la Mer des Chroniques, le Miroir historial de France, les Annales de Cornelius Tacitus en français ». Dans l'inventaire de Jeanne de Lacaze²³ à Nay (1573), on

¹⁷ Registre B. 2142.

¹⁸ Ibid. B. 925-927.

¹⁹ Série B. 3515 (1613). Registre des délivrances faites de l'obradjo fabricquat en la monède de Pau en l'aneye 1613. BLANCHET, *op. cit.*

²⁰ SOULICE, *Notes sur le Protestantisme en Béarn*. — DUBARAT, *Doc. et Bibliogr. sur la Réforme*, etc. (T. 2). — P. RAYMOND, *Notes pour servir à l'histoire des artistes en Béarn*. Il y a là divers documents publiés.

²¹ DUBARAT, *op. cit.*, T. 2, signale quelques actes en français, d'après E. 1996 des archives des Basses-Pyrénées.

²² *Inv. som. arch. dép. B.-Pyrénées*. T. V. — Notaires de Pau.

²³ *Ibid.*, T. V. — Not. de Nay.

trouve un dictionnaire pour les enfants, « latin et françois » qui laisse à penser que la jeunesse du pays n'est pas incapable d'utiliser des ouvrages en cette langue. Les archives des communes fournissent peu d'indications. Seuls les registres de baptêmes protestants sont en français, à Pau en 1571, à Orthez en 1573, à Salies, ainsi que des registres de consistoires²⁴, à Belloc (1580), à Lagor (1588).

Enfin, on cite souvent une œuvre littéraire, *Odes du Gave*, par Bernard du Poey, imprimée à Toulouse en 1551, comme une des preuves de la pénétration française.

A s'en tenir à ces menus renseignements, on conclurait que l'emploi du français est circonscrit, et qu'il n'a guère de prise sur l'ensemble du public. Ce sont les documents béarnais qui prouvent nettement le contraire : ceux qui tiennent la plume, savent le français, et le parlent ou l'entendent parler, s'ils ne l'écrivent pas. Contrairement à ce qui se passe ailleurs, la langue du roi s'est introduite dans l'usage oral, avant d'être admise comme langue écrite. Comment s'expliquerait sans cela que le béarnais, langue officielle, prenne déjà au milieu du XVI^e siècle cet aspect lamentable de patois dégénéré ?

Cette décadence s'accuse partout. Voici comment on écrit aux États, dans une requête contre le clergé²⁵, on cherche à « los incitar et attirar a bertut » ; on se plaint que « la plus part deus dit rectors » soient trop « soucioos de intertenir et augmenter los dretz en la perception deus frutz » ; on se plaint des « vicaris indoctes et ignorans a no saber legir ny escrïver », qui se font du tort auprès des fidèles « en los donan tout mauves exemples » ; on propose de « far inhibi-

²⁴ *Bull. soc. sciences, lettres, arts de Pau* (1892-93). — BATCAVE, *Les archives d'Orthez*.

²⁵ Publié par DUBARAT, *op. cit.*, T. 2, p. 172 d'après C. 684, fol. 109. — 1560.

tions et deffenses ausdits rectors et autres capperas de lors ditz diocezes d'entertenir palhardes, ribaudes ni concubines, en lors maysons et domicilliis... de hantar les tebernes ne autres gentz, locs de debauché indignes de lor profession et ordy sacerdotal». — Voici le style des communes : (Orthez) « Et los susdits jurats en l'an mil cinq cent septante et un, affectant la continuation deudit college en la dite ville, se soun retirats a sa dite majestat... Joinct que la dite ville es situade en tal loc que lo passadge y est plus fréquent et continual plus que en ville du dit pays... etc... ²⁶ ». — Lagor ²⁷ 1563 : « La Regine dame sovirane de Bearn, apres haver bien particularement entendut per la remonstrance de nostre procureire général, las insolences et grandes dissolutions qui se fen ordinarment en plusors endretz, villes et locxs dequest nostre dit pays, nomadament et per expres en aqueste sazón de quaresme prenent vulgarment aperade, per obbiar aus inconbenientz et escandales qui s'en povien enseguir, nos habem prohibit et prohibem totes assemblades et congregations illicites... ». — Voici du style de notaire (1565) : « Prumarament ²⁸ lod. de Hereter que se es valhat per marit et espos a lad. de Castanhede et lad. de Castagneda se es valhade per molher et espouse aud. de Hereter segond la sancte ordenance de Diu. Feyt à Pau... lo vingtal jorn deu mees de feurer anneye mil sincq centz sixante cincq, presentz et testimonis monseur meste Johan et Here-ter advocat... etc. ». Autre spécimen (1569), c'est le début d'un testament fait par un protestant à Oloron ²⁹ : « Pre-

²⁶ *Bull. soc. Pau*, 1884-85. — PLANTÉ, *Documents pour l'histoire de l'Université protestante d'Orthez*.

²⁷ DUBARAT, *op. cit.*, d'après E. 2261.

²⁸ *Ibid.*, d'après E. 1989. Mariage de Jacques de Hereter et de Anne de Castagnede (20 février 1565).

²⁹ *Ibid.*

mierament recomandy mon amme a Diu, mon pay, luy suppliant aquere voler receber en sa glorie quand luy plasera la separar de mon corps... et pendant que jo demorarey en vite, ly pacia la illuminar... per son Saint Esperit, a son saint service...³⁰ ». Et voici la manière des fermiers de l'évêché, en cette même ville (1569)³¹ : « Co nonobstant lor non an podut en augune sorte joyr ny en crubar auguns fructz, reservat de la desme de Momor, dont an cruvat viron cinq rasers de oerdy et sept o oeyt anhetz, et so d'autant que de vostre mandament o bien de Monseigneur lo compte de Monguomerin.... ». Que ces fragments soient choisis en vue de notre demonstration, nous ne le nions pas : mais en examinant un recueil comme celui de M. Dubarat, on s'assurera que tous les textes se laissent ainsi pénétrer et submerger par le lexique français³². On a souvent l'impression que le rédacteur pense en français et traduit gauchement en béarnais. Il faut bien que la langue du nord soit devenue de pratique courante pour que l'idiome local ait été ainsi contaminé.

Cette contamination du dialecte maternel est donc à considérer, mais il est délicat de mesurer ce qu'elle signifie. Un fait pourtant est indubitable ; malgré le caractère prohibitif des mœurs et des institutions béarnaises, le français a franchi les bornes du pays. Et l'on devine qu'il s'est glissé un peu partout, et que sa diffusion a été irrésistible pour tous ceux — et leur qualité, non plus que leur nombre, est im-

³⁰ DUBARAT, *ibid.*

³¹ *Ibid.*, d'après B. 2190 arch. des B.-Pyrénées. Requête des fermiers de l'évêché d'Oloron.

³² Voici pour terminer, un testament, celui de Jean de Louvie (1544) qui m'est communiqué par M. Prat, instituteur à Jurancon (arch. B.-Pyr. E. 1992, fol. 27) : « Recomandy mon ame à Diu lou pay qui l'a creada, a son benedit fils, qui per son sang et passion, l'a redemida et au Saint-Esprit qui la ha illuminada, a la gloriose Verges Marja nostre advouçada plene de misericorde, etc., ».

possible à déterminer — que leurs aspirations, leurs goûts, leurs besoins matériels, moraux, intellectuels ne bornaient pas aux perspectives étroites de leur petite patrie, tous ceux qui, sans renier le passé national, avaient un sens plus ou moins obscur de l'avenir, tous ceux qui, mis en contact avec un royaume voisin, de civilisation expansive, n'ont pu échapper à son rayonnement : les dignitaires, les nobles, les officiers, les mandataires du pays, puis leurs employés, serviteurs ou subalternes, et de là, le mouvement a gagné les classes moyennes des villes et des bourgades, les auxiliaires de la justice, les lettrés. Enfin et surtout, la diffusion est ici étayée par l'œuvre de la Réforme.

Il faut s'y arrêter un moment : déjà Gérard Roussel, protégé de Marguerite, avait été nommé évêque d'Oloron, et disait la messe dans sa cathédrale, suivant le rituel romain, mais en français ³³. Plus tard, des émissaires, venus de Genève, s'établissent dans le pays ³⁴, et des Béarnais vont en Suisse compléter leurs études théologiques, pour retourner ensuite, imbus de la doctrine, évangéliser leurs compatriotes. Des régents appartenant au culte réformé, et, sans doute, plus ou moins francisés, sont envoyés par le pays, le tout à l'instigation de Jeanne d'Albret; et malgré les récriminations des Etats ³⁵. Une académie protestante fut instituée par la reine en 1568, et fonctionna d'abord à Lescar, puis à Orthez ³⁶. Bien que les programmes n'y fassent pas une place expresse à l'enseignement du français, ce fut cer-

³³ DE RUBLE, *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*, t. I, p. 214 et 215. D'après MIRASSOU, *Troubles du Béarn*, p. 121.

³⁴ Martel, Carrière, Vigneau, Gaillard, etc... Cf. CADIER, *Documents sur la Réforme en Béarn*, et DUBARAT, *op. cit.* T. 2. Introd. pages VII et sq.

³⁵ DUBARAT, *op. cit.*

³⁶ PLANTÉ, *Documents pour l'histoire de l'Université de Béarn*, (*Bull. soc., Pau*, — 1884-85), ...

tainement un séminaire de propagande française. Une procédure faite à Orthez et à Lescar en 1569, relate des dépositions des professeurs en français³⁷. Les lois du Collège, lues au Temple de Lescar, en 1575, sont commentées publiquement en français³⁸. Le règlement des études est inspiré des usages universellement admis dans les Collèges du Royaume : c'est le latin qui est la langue de rigueur en toutes circonstances³⁹. Mais on lit pour la classe de 7^e : « in fine lectionis cujusque, *gallica lingua* orationem dominicam et symbolum apostolorum cum gratiarum actionibus recitabunt. ». En 6^e : « Catonis disticha vel dicta sapientium et doctorum hominum cum *gallica interpretatione* eis proponantur ». Il est vrai qu'on trouve une allusion au Béarnais à la fin du règlement pour la cinquième : « Hi tres ordines de fide rogati, *lingua vernacula* respondebunt⁴⁰ ». C'est bien un établissement à la française qui est fondé sans qu'il soit tenu compte des contingences locales : il ne diffère en rien des académies protestantes de Nîmes, ou de Montauban. Avec l'évangélisation et l'éducation protestante, l'imprimerie, — et notamment les opuscules importants de polémique religieuse imprimés par Rabier, à Orthez, — contribua à répandre la connaissance de la langue française.

*
* *

Telle est la part du français : en maint lieu, et surtout dans les villes favorables à la Réforme, son emploi se géné-

³⁷ *Ibid.*

³⁸ BATCAVE, *L'instruct. publique à Orthez*, (*Bull. soc. Pau*, 1890-91).

³⁹ *Mémoires et documents scolaires, publiés par le Musée pédagogique*, (Fascicule 22). — *Les lois collégiales de l'Académie de Béarn*. — L'article rendant obligatoire le latin, même en récréation, se trouve reproduit ici, comme il le sera dans tous les collèges de Jésuites. « In omnibus colloquiis atque etiam in ludo lingua latina, exceptis infimae classis auditoribus, omnes utuntur.

⁴⁰ Dans tous les règlements collégiaux, *lingua vernacula* est l'expression usuelle, pour désigner, par opposition à *lingua gallica*, le parler local.

ralisa durant le dernier tiers du XVI^e siècle. Mais c'est là un phénomène additionnel, et de second plan. Le béarnais ne perd à peu près rien de ses droits, de ses positions. Ne pas le répéter ici, en fin de tableau, équivaldrait à fausser les perspectives.

Il est toujours la langue de l'Etat. Non seulement les ordonnances des souverains sont en béarnais, mais aussi celles de tous ceux, qui, à quelque titre que ce soit, détiennent une autorité dans le pays, Antoine de Grammont, le Baron d'Arros, etc... (1565-1569). Les actes innombrables provoqués par l'abolition du culte catholique, et l'instauration du culte réformé, de 1569 à 1580, sont en béarnais : procès-verbaux de saisies de biens ecclésiastiques, enquêtes, réclamations, tableaux de proscrits⁴¹. C'est en béarnais qu'on s'adresse à l'autorité, — plaintes des habitants de la vallée d'Aspe (1569-1570-1571), plaintes d'Aydius (1569), plaintes des habitants de Larceveau (1571-1578), requête des Etats de Navarre (1571)⁴²; — rien ne change avec la régente Catherine (ordonnance aux jurats de Pau, 1590, ordonnance à Monségur), ni avec Henri IV. Sous le gouvernement du Maréchal de la Force, les Etats s'adressent à lui en béarnais, et c'est en béarnais qu'il fait répondre⁴³. Fait plus notable : les évêques de Tarbes, Aire et Dax envoient une requête au Conseil souverain de Béarn, en 1610, au sujet des biens ecclésiastiques et, comme par déférence

⁴¹ Un grand nombre de ces textes ont été publiés par DUBARAT, *Doc. et bibliogr. sur la Réforme en Béarn, et Protestantisme en Béarn et au pays basque*, 1895.

⁴² *Ibid.* — Ajoutons que devant des juridictions étrangères comme le Parlement de Paris, les gens de Béarn présentent des pièces de procédure en béarnais. Cf. H. COURTAULT, *Mentions anciennes de textes béarnais et gascons produits devant le Parlement de Paris* (1562). — (*Reclams de Biarn et Gascougue*, 1910, p. 118).

⁴³ Actes divers sur les Cagots en 1604, publiés dans D^r FAY, *Cagots et lèpreux dans le Sud-Ouest*.

diplomatique, ils la rédigent en béarnais ⁴⁴. Le béarnais est toujours la langue des notaires, et bien que le français soit assez fréquent chez eux, surtout après 1610, ils ne l'adoptent jamais résolument : c'est ainsi que le contrat de mariage de Jean de Lescun, en 1619, est fait, à Pau, en béarnais, et pourtant les époux savent le français puisque la femme, en 1618, rédige une quittance en cette langue ⁴⁵. Enfin le béarnais est la langue du barreau, et le célèbre avocat Arnaud de Bordenave plaidait en béarnais. Scaliger, de cela, fait des gorges chaudes ⁴⁶ : « Fui aliquando cum fratre in Bearnis à Pau ; litigant bearnice ; vix potui continere risum cum illos audivi ».

Partout ailleurs les provinces du Midi avaient renoncé à l'usage écrit de leur parler propre : le symbole de ce changement, c'est, on l'a vu, l'impression, au cours du XVI^e siècle, des statuts locaux traduits en français : c'est dans le même ordre de faits que nous trouvons le symbole du contraste que le Béarn présente avec elles. Les fors et coutumes du Béarn sont imprimées en 1552, et réimprimées en 1602 en béarnais ⁴⁷. C'est la consécration, par l'imprimerie, du béarnais, comme langue de l'Etat et de la législation.

Les Réformateurs eurent à compter avec ces conditions particulières. Quand Jeanne d'Albret, devenue veuve, fut seule maîtresse de Béarn et Navarre, elle fit venir Ramon Martin, de Genève et plusieurs autres « la plus part de langue gasconne et béarnoïse pour prescher le peuple en son

⁴⁴ DUBARAT, *Doc. et bibliogr...*, T. 2.

⁴⁵ *Bull. soc. sciences, lettres arts de Pau* (1876-1877). — *Documents relatifs à Jean de Lescun*.

⁴⁶ Cité par COUTURE, *Rev. de Gascogne* (1862). — *Vide infra*.

⁴⁷ *Los Fors et costumaz de Bearn*, imprimidas à Pau per Johan de Vingles et Henry Poyvre, ab privilegi deu rey MDLII. — *Fors et costumaz de B.*, Lesca, per L. Rabier, 1602.

lengaige ⁴⁸ ». Le catéchisme de Merlin fut traduit en béarnais et imprimé à Limoges (1563)⁴⁹. Elle fit de même en pays basque : cinq ministres y furent envoyés pour « prescher en langue du pays et le Nouveau Testament fut imprimé en même langue »⁵⁰. Jean de Lissarague, le traducteur, prêchait en basque, et l'historien De Thou l'entendit ⁵¹. Un peu plus tard, son aumônier, Arnaud de Salette ⁵², pasteur à Lembeye, mit en béarnais les psaumes de David. Deux vers expliquent son intention :

Lauda Diu, poble, en ton lengoadge,

Lauda u haut et publicamen.

le texte est suivi de « *lo catechisme, co es-a dire lo formulari d'enseigna a los enfans en la christiantat, fait en forma de dialogue* »⁵³ » (1583). La même année, fut publié un manuel liturgique : « *la forma de las pregaris ecclesiasticas* », à l'usage des protestants. Même dans les églises qu'elle n'avait pas osé supprimer, la reine, fidèle à un des articles de la doctrine, essaya d'imposer aux prêtres la messe en

⁴⁸ BORDENAVE, *Hist. de Béarn et de Navarre*, p. 311. (Ed. Soc. Hist. de France).

⁴⁹ MERLIN, *Catéchisme extrait de celui de Genève...*, le tout avec la translation en langue de Béarn. Limoges, Guillaume de Noailles, avec dédicace de l'auteur à Jeanne d'Albret, du 15 sept. 1563. Cf. BRUNET, art. Merlin.

⁵⁰ BORDENAVE, *op. cit.*, p. 116 et 311. Cette traduction fut imprimée à la Rochelle ; « Pierre Haultain » l'imprimeur reçut en 1572, 336 livres pour son travail. — *Ibid.*, p. 311, note.

⁵¹ *Mém. de la Vie de Monsieur de Thou*, Amsterdam 1713. Liv. II, p. 87 : « Ce ministre qui parloit également bien basque et françois, prêchoit devant ceus du pais en sa langue ». L'historien l'entendit à La Bastide Clarence.

⁵² *Los psalmes de David*, metuts en rima bernesa, per ARNAUD DE SALETTE, Orthez, Rabier, 1583.

⁵³ LACAZE, *Les Imprimeurs et les Libraires en Béarn*.

vulgaire, c'est-à-dire en béarnais⁵⁴. Par là se limite l'influence du protestantisme sur l'usage linguistique⁵⁵ : si d'une part, il a été le véhicule du français, il a, d'autre part, dû, pour être accepté, s'adapter aux exigences du milieu.

Le XVI^e siècle apporte donc un fait nouveau, dans l'histoire du parler béarnais. Malgré le soin jaloux que les représentants du pays mettent à sauvegarder la tradition, malgré l'esprit particulariste des populations, sous la pression des événements extérieurs, sous le couvert de la Renaissance et de la Réforme, avec la connivence des souverains, le français s'est introduit, et il sert comme langue seconde, comme langue de civilisation, comme instrument diplomatique, comme instrument de la pensée. On lit en français, on parle en français, on écrit aussi en français, mais peu. Nicolas Bordenave, ministre de la parole de Dieu, à Nay, rédige en français vers cette époque, son histoire de Béarn et de Navarre⁵⁶. En regard, le béarnais demeure invinciblement la langue officielle, avec toutes les prérogatives attachées à ce titre, et toutes les affaires publiques ou privées se

⁵⁴ Voici ce que dit MIRASSOU, l'historien des Troubles en Béarn : « L'évêque d'Oloron se rendit aussi (aux Etats de 1568), et il n'osa pas se refuser à l'invitation que la reine lui fit de traduire en béarnais les Evangiles et les Epîtres... Son intention était d'obliger les prêtres à dire la messe en vulgaire dans les églises où elle n'avait pas osé la supprimer ». Cité par DUBARAT, *op. cit.*, T. 2, p. 91.

⁵⁵ Elle se limite aussi par une autre considération. S'il n'est pas possible de savoir dans quelle mesure la nouvelle religion s'est réellement acclimatée, il semble bien que l'ensemble de la population s'y déroba. Car la royauté ne rencontra ultérieurement aucune difficulté à restaurer le culte catholique, et à part la région d'Orthez et quelques villages épars (Osse, par exemple, dans la vallée d'Aspe), les classes bourgeoises et paysannes ont été et sont encore foncièrement catholiques. Quand on songe à ce qu'ils furent autour de Nîmes et d'Alais, les succès de la Réforme, malgré l'adhésion et l'action de Jeanne d'Albret, semblent avoir été précaires dans le Béarn.

⁵⁶ *L'histoire de Béarn et Navarre*, portant sur la période 1517-1572 par Nicolas BORDENAVE, ministre de la parole de Dieu, à Nay. (Publiée par P. RAYMOND 1873. Société de l'Histoire de France).

règlent en béarnais. Entre les deux langues, il n'y a ni conflit, ni rivalité, ni concurrence : on ne voit à aucun indice que le béarnais soit menacé, que le français soit en passe de le déposséder. Si l'un a, pour lui, le prestige de la renommée, l'autre a l'avantage d'être l'idiome maternel et, comme tel, ses ressortissants tiennent à lui. A la fin du XVI^e siècle encore, l'emploi du français en Béarn ne signifie rien de plus qu'un accroissement de culture, il n'est pas le prélude d'une transformation politique.

Combien de temps cet état particulier d'équilibre aurait-il duré ? Sans l'assassinat de Henri III, il se fût singulièrement prolongé ; sans l'assassinat de Henri IV, il n'aurait pas été brusquement rompu. Mais en 1610, dès l'avènement de Louis XIII, la déchéance du béarnais, comme langue officielle d'un Etat souverain, était à la merci d'une occasion.

*
**

En 1620, dix ans après la mort de son père, Louis XIII parut en Béarn à la tête d'une armée, il prit la place forte de Navarrenx, entra solennellement à Pau et tint une séance aux Etats ⁵⁷ : « M. de Caseaux, ayant le for à la main, lut le premier article d'icelui, premièrement en béarnais, puis en français, et supplia le roi de jurer le contenu en iceluy ». En réponse, le roi publia son édit de réunion (11 octobre 1620) : le Béarn était incorporé à la France.

C'était un coup de théâtre, mais les esprits clairvoyants y étaient probablement préparés. La fiction par laquelle Henri IV, respectueux de l'autonomie béarnaise, déclarait

⁵⁷ Registre du Parlement, n° 1 f. 54. Cf. *Inv. som. des arch. dép. des B. Pyrénées*. T. III. Introd. p. 96.

que ses deux royaumes de France et de Navarre n'étaient unis qu'en sa personne, contrecarrait les tendances unitaires de la monarchie française et ne pouvait y résister longtemps. Les Etats généraux de 1614⁵⁸ avaient demandé la suppression de ce qui, dans le royaume, apparaissait comme une anomalie. De plus la question religieuse se greffait sur la question politique; on souhaitait l'abolition d'un état de fait, créé par Jeanné d'Albret: il fallait rétablir le culte catholique dans ses droits, ses prérogatives et ses biens. Le clergé réclamait; une solution était inévitable, et l'on pouvait prévoir laquelle. Le roi, par un premier édit du 31 décembre 1616, décréta l'union définitive du Béarn à la France.

Les Etats votèrent le 1^{er} février 1617 une motion qui posait un principe incompatible avec l'absolutisme: Sa Majesté ne peut unir le dit pays souverain au royaume de France, sans le consentement desdits Etats, sinon en brisant « le premier caractère et fondement des fors et libertés qui leur sont plus chères que leurs propres vies.. ». Catholiques et protestants étaient d'accord là-dessus, mais cette prétention unanime, revendiquée par un peuple, de disposer librement de lui-même, était une anticipation inadmissible sur un avenir encore lointain. L'effervescence qui suivit et qui agita le pays pendant trois ans fit que le dénouement eut le caractère d'une sanction. Sans souci des traditions ou des préférences locales, le roi opposa simplement sa volonté: « Nous avons, par cet édit perpétuel et irrévocable, uni et incorporé, unissons et incorporons ladite couronne et pays de Navarre et notre souveraineté de Béarn, Andorre et Donnezan et terres qui en dépendent... à notre couronne et domaine de France, pour être dorénavant censés membres

⁵⁸ Pour le détail de ces faits historiques, voir PUJOL, *Louis XIII et le Béarn*. — DUBARAT: *L'union du Béarn à la France* (1620).

d'icelle...⁵⁹ ». Malgré eux, sans avoir été consultés, contrairement aux lois du pays, les Béarnais devenaient Français.

Coup d'Etat brutal, cette réunion fut ressentie comme une annexion. C'est pourquoi, comme chez les peuples annexés de temps modernes, la bouderie et l'opposition se porta sur le terrain de la langue. On prêtait à Henri IV ce propos :

B'ira mau aous Bearnès

Quan calera que parlen frances,

Et cette intuition était prophétique, puisque Louis XIII appliquait au nouveau domaine les règles d'administration ordinaires. « Voulons, en outre, ajoutait-il, et ordonnons que les ordonnances, arrêts et procédures de notre dite cour de Parlement, soient faits et expédiés en langage françois ». Cette extension, à une nouvelle province, de l'ordonnance de 1539 marquait la prise de possession. L'injonction était impérieuse, on se soumit. La Cour suprême de justice, remaniée par la réunion de la Chancellerie de Navarre séant à Pau, et dénommée, depuis juin 1624, Parlement de Navarre, employa le français à partir du 10 mai 1621, non sans récriminations, non sans regrets⁶⁰. La chancellerie de Navarre fit valoir que les règlements en vigueur exigeaient l'emploi du basque pour les enquêtes et interrogatoires. Le Conseil du roi répondit qu'il n'y avait pas lieu de s'y arrêter : « Quant à la répugnance des Basques à plaider en français, leur langue est si difficile que la Basse-Navarre, la Soule et le Labourd emploient une langue étrangère pour

⁵⁹ Edit du 11 oct. 1620. Voir DELMAS, *Le Parlement de Navarre*.

⁶⁰ Livre Rouge 1608-1626, f. 216. Commission en faveur de M. Daffis pour présider le Conseil de Pau 10 may 1621. « Icy le conseil commence à s'appeler parlement et parler françois ». C'est le greffier Abel de Pouts qui a inauguré la rédaction en français. (Cf. *Bull. soc. scienc. lettres et arts de Pau*). T. 35, p. 10.

rédiger leurs contrats et leurs actes de justice ⁶¹ ». Et dans un discours célèbre, le premier, dit-on, qui fut prononcé en français dans cette Compagnie ⁶², le grand avocat, Arnaud de Bordenave, se fit l'interprète du sentiment commun (3 sept. 1625). « Avant ces unions, le Béarn ne connaissait d'autre langue que celle du pays ; c'est en cette langue que tous les actes étaient conçus dans les compagnies souveraines, et c'était en cette langue que l'on rendait et demandait la justice... Nous y étions même si fort attachés par affection que la seule pensée de l'abolir ou changer était odieuse ». Dans le recueil de ses plaidoyers, il met une préface qui est l'oraison funèbre du Béarnais comme langue officielle. « L'usage au reste, qui en estoit si universel, l'avoit tellement poli et cultivé surtout dans le Palais que j'ose dire avec liberté qu'après la langue françoise, il n'y a pas aucun d'entre tous les idiomes du royaume qui lui fut comparable en la propriété des termes très significatifs, en la brièveté de la phrase, en la bonté de l'accent, et en plusieurs agréments qui peuvent donner de l'estime à un langage ⁶³ ». Ces protestations, à la fois émues et pertinentes, font un contraste saisissant avec la passivité des autres peuples du Midi au moment de l'ordonnance de François I^{er}. C'est que, chez eux l'adoption définitive du français et la destitution corrélative des parlers locaux étaient la conséquence et la consé-

⁶¹ DELMAS, *op. cit.*, Cf. F. BRUNOT, *Hist. de la langue française* (T. V, p. 90, 91).

⁶² Voir L. COUTURE, *Esquisse d'une histoire littéraire de la Gascogne*, et Arnaud de Bordenave et l'éloquence française au Parlement de Pau. (*Revue de Gascogne*, 1861 et 1862) et aussi L. BATCAVE, *La première remontrance prononcée en français au Parl. de Nav.* (*Revue du Béarn et du Pays basque*, année 1905, p. 433). Il n'est pas certain que ce fut la première, puisque le nouveau Parlement fonctionnait déjà depuis quatre ans.

⁶³ Notons en regard, que Jean de Bordenave, chanoine de Lescar, historien du Béarn, dit dans la préface de son livre: *Estat des cours ecclésiastiques*. « Personne ne doit s'étonner si je parle en termes françois au royaume de France ». — Cité par DUBARAT, *Testament de J. de B.* (*Bull. soc. sciences, lettres, arts de Pau*, 1897-98).

cration d'une situation politique reconnue et acceptée: ici l'interdiction du béarnais, est le symbole d'une révolution qui substitue à l'autonomie la sujétion. Bien qu'ils n'aient pas eu à se plaindre d'être sujets français, les Béarnais ne se consolaient pas de la liberté perdue, et il est émouvant de les voir, en un siècle où le sens national est si rare, attachés à leur langue comme au drapeau de la patrie.

Les Béarnais ne s'en tinrent pas à des jérémiades platoniques: ils restèrent animés d'une sorte d'esprit protestataire. D'une part, il fut entendu que leur idiome cessait d'être la langue officielle, il fut remplacé par le français non seulement au Parlement, dans l'administration générale de la Province⁶⁴, dans les actes de justice, mais aussi peu à peu dans les registres d'état-civil et dans tous les cas prévus par l'édit, mais, d'autre part, pas au delà. Il est bien certain qu'il se répandit dans le public, de l'aristocratie aux ruraux, de la plaine à la montagne. Mais fidélité ou entêtement, les Etats de Béarn continuèrent à employer leur langue dans les procès-verbaux, jusqu'à la Révolution, sauf une interruption de 1710 à 1718⁶⁵. Et il est plaisant de constater qu'ils préféraient cet idiome devenu un jargon francisé⁶⁶,

⁶⁴ Le béarnais, dans la pratique n'est pas entièrement exclu des affaires administratives. Une requête des cagots de Castetner, Sauvelade, etc..., (1642) adressée au comte de Grammont, lieutenant du roi, est en béarnais, et aussi un règlement dressé par le lieutenant général Poyanne (1642). Publiés in *Leprieux et cagots du Sud-Ouest*. D. FAY (1909).

⁶⁵ *Invent. arch. B. Pyr.* T. 3. Etats de Béarn. Non seulement les délibérations, mais encore les états de dépenses et la comptabilité sont pour la plupart en béarnais jusqu'à la Révolution. Cf. JOLLY, *Budget et comptabilité des Etats de Navarre et de Béarn...* 1904.

⁶⁶ Voici un extrait de 1743: « Sus la requeste presentade per Messire Jean de Larboirie, baron de Gayrosse, tendente a estar recebut aux Estats per reson de la terre baronie de Gayrosse, une de las doutze premières de Bearn, en qualitat de filh et hereter de M. Larboirie, son pay, qui en a jouit entro son decez... ». Extrait de 1777. « Incontinent s'est présenté M. de Gayrosse, conseiller au parlement, louquoal... a prestat lou sermen accoustumat et d'ailloirs tant luy que lou S. de Lassalle, huissier deus Estats, procurayre fondat de M. de Larboirie, Gayrosse, pay, donnatour, an affermat que lou contrat de donnation non es ficté ni simulat ». S'exprimer ainsi, n'est ce pas pur plaisir de faire pièce au roi?

à celui qu'ils parlaient dans le privé, mais qui avait le tort d'être celui du roi. Ils mirent un point d'honneur à ne pas reconnaître le fait acquis.

Pour affirmer ces tendances, on réimprime les *Fors du Béarn* en langue du pays, tout le long du XVII^e et du XVIII^e siècle⁶⁷. Une édition en est faite à Lescar en 1625, avec autorisation du Parlement du 11 février 1622 : « Il est permis audit Sarride d'imprimer dès à présent les fors et coutumes du païs en langue vulgaire comme ils sont présentement ». En 1673, les Etats arrêtent que le for sera imprimé en b'arnais et en français, « en la premiere page le bearnais, et en l'autre opposée à icelui en françois ». C'est l'édition de Jean Desbarratz imprimeur à Pau. En 1682, nouvelle publication du même. En 1715, son successeur les réimprime, sur décision du Parlement, avec le texte béarnais demandé par les Etats. On cite encore, en 1723, une édition de Jérôme Dupoux, à Pau, (1723), et une autre de 1781 par Vignancourt « imprimeur deu Rey et deu Parlement ». — Sous le titre « *Compilation d'auguns privileges et reglements deu Païs de Bearn* » est publié le *Corpus* des documents qui constituent la législation traditionnelle du pays : édition de Lescar 1633, d'Orthez 1676, de Pau 1716⁶⁸. En 1694 Dupoux publie à Pau les privilèges

⁶⁷ LACAZE, *Les Imprimeurs et les libraires en Bearn*. — *Catalogue d'une exposition des arts rétrospectifs*, Pau 1891. — *Catalogue de la Bibliothèque Communale de Pau*, voir à partir de la page 122. — Voici une liste qui montre la continuité de la tradition : *los Fors et costumaz de Bearn*, imprimidas à Pau per JOHAN DE VINGLES et HENRY FOYVRE, ab privilegi deu rey. MDLII. — *Los Fors et Costumas de Bearn*, Lescar, per Louis RABIER (1602). — *Los Fors*, etc., Lescar, JOAN DE SARIDE, 1625. — Les éditions suivantes portent le même titre. Celle de 1715 comporte en outre un *Styl de la justicy deu païs de Bearn*, publicat en l'an mil cinq cens sixante quouate... Ces indications prennent toute leur valeur par le contraste avec ce qui se constate dans les autres pays du Midi.

⁶⁸ Ajoutons les éditions du *Style de la justicy deu Païs de Bearn*, 1662 (Orthez), 1715, 1723.

spéciaux de la vallée d'Aspe⁶⁹. Si l'on rappelle, en comparaison que les « coutumes générales du pays et vicomté de Sole » sont imprimées en 1690 (Dupoux, Pau) et en 1740 (Dugué et Desbarratz) en français, on jugera mieux de l'obstination des Béarnais : si l'on rappelle encore que les gens de Gascogne, Provence et Languedoc s'empressent de faire traduire aussitôt après 1540, leurs vieux titres en langue française, on est autorisé ici à parler d'attitude protestataire. Et tandis que les autres provinces du royaume ont renoncé non seulement à la langue locale, mais encore aux antiques privilèges du Moyen-Age, les Béarnais maintiennent le souvenir de leur langue et de leurs lois propres, et se servent de l'imprimerie pour en nourrir l'esprit et la mémoire des générations qui se succèdent⁷¹.

Et ce ne fut pas qu'une opposition de principe, dont l'organe représentatif du pays se serait constitué le mandataire. Entre le pays et ses députés aux Etats, il y eut accord. Est-ce à dire que l'opposition fut de la rebellion, qu'on fit la guerre au français, qu'on se déroba à la culture française, qu'on eut le dessein avoué ou latent de perpétuer des causes de conflit, ou de préparer la revanche et un séparatisme éventuel ? Non, le pays se francisa, et son nationalisme était sans animosité. Les cadets de Béarn étaient cousins des

⁶⁹ *Seguense lous privilèges, franquesses et libertats dounats et autreiats aus vesins, manans, abitans de la montaigne et val d'Aspe*, etc... — De même, réimpression des « *Fors et costumas deu Royaume de Navarre de ça Ports*, » — Desbaratz 1681, Dupoux 1722. — En 1673, le syndic avait représenté « que les exemplaires du for sont si rares en Navarre qu'on a peine à en trouver ». Sur quoi les Etats avaient arrêté que « le for sera imprimé en béarnais et en françois à même volume ».

⁷⁰ Pour la Soule, voir notre ouvrage, *Recherches historiques*, etc..., chapitre 8, *in fine*.

⁷¹ Sans doute ces réimpressions de *fors* et de *privilèges* sont dictées par des soucis d'ordre proprement juridique : mais il est notable que les questions juridiques, et la question de langue apparaissent comme solidaires.

cadets gascons : ils vinrent à la cour, ils occupèrent des emplois dans la monarchie, et le prestige des choses françaises était tel qu'on ne pouvait lui boudier : au moment où l'Europe civilisée se faisait honneur de goûter nos écrivains et nos artistes, comment le petit pays de Béarn se serait-il confiné dans un exclusivisme intraitable ? il devint tout aussi policé, tout aussi cultivé que n'importe quelle province. Mais son adhésion comportait une réserve : cette réserve s'exprima par la persistance du béarnais comme langue des administrations municipales, et des relations privées.

Aussi en faisant une tournée parmi les localités béarnaises, il faut, non pas suivre à la trace les progrès du français, mais plutôt marquer les obstacles qu'il rencontra : de même le problème spécial qui se pose n'est pas tant de deviner à travers les textes d'archives ce que fut l'usage parlé, que de montrer comment le béarnais, déchu de sa prérogative officielle, fut, autant qu'il se pouvait, retenu comme langue écrite.

*
* *

Dans les villes, d'abord : à Pau⁷², si les textes et les actes reproduits sont en béarnais, toutefois l'infiltration du français est apparente dès 1596, comme il est inévitable dans cette « autre Genève »⁷³ qui est, en même temps, résidence de la cour royale et des organes administratifs. Les termes *bocher*, *bocherie* remplacent dans les ordonnances municipales le mot local « *mazet* ». Dans les délibérations, les annotations marginales sont en français. Après une lacune dans cette série entre 1600 et 1640, le français est générale-

⁷² Pour les communes du Béarn, j'ai fait moi-même le dépouillement des archives.

⁷³ C'est le terme employé par la reine Marguerite, femme de Henri IV,

ment employé ⁷⁴, pourtant des réglemens de police, des décisions relatives aux « cagots » (1641), des textes relatifs à la boucherie (1644) sont en béarnais ; après cette date le français s'impose. Les comptes sont de même en béarnais ⁷⁵, mais l'influence corruptrice du français est très sensible à la fin du XVI^e siècle ; il en est ainsi jusqu'en 1642 : cette année là, les vérificateurs des comptes, écrivent « verifié » au lieu du barbare « *verificat* » et les annotations de contrôle sont en français. En 1644, le béarnais est définitivement exclu. L'Etat civil catholique est en français au XVII^e siècle ⁷⁶ ; quant aux notaires, ils obéissent, mais sans précipitation à l'ordre du roi. Dans les registres du notaire Soberbie ⁷⁷, par exemple, le béarnais est la langue de fond jusqu'en 1624 ; le français demeure un accessoire, jusqu'en 1627, rarement adopté dans les actes courants, ventes, accords, mariages, testaments. Le nouveau régime avec prépondérance du français, s'établit peu après, sans que l'exclusion du béarnais soit absolue. Ainsi les archives paloises ne sont définitivement francisées que vingt ans après l'édit de Louis XIII. Si on avait voulu l'appliquer d'enthousiasme, le style des écrits atteste que secrétaires de la mairie ou notaires en eussent été capables : les attermoiments ne sont imputables ni à l'inertie, ni à l'ignorance, comme en Provence ou en Rouergue, mais à la mauvaise volonté, plus exactement à un parti pris d'opposition. On ferait les mêmes observations à Orthez dont les délibérations conser-

⁷⁴ Arch. com. de Pau, BB2.

⁷⁵ CC 88-91. — Voici des formules de 1611-12 : « despence commune de la precedente recepte pagade comptant per los comptables, durant lor charge. — 1613, a condition *toutes bets* de adijustar ou diminuer audit compte so qu'y pourien aber obmetut ».

⁷⁶ On a vu que les registres protestants GG1 sont en français depuis 1571.

⁷⁷ Arch. B. Pyrénées, E. 2020, 2030, 2031, 2032.

vent le béarnais jusque vers 1640, et à Oloron, où les délibérations⁷⁸ sont rédigées pour la première fois en français le 17 janvier 1656, et admettent çà et là le béarnais ultérieurement, où, en 1677, une ordonnance sur les vendeuses de fruits est encore en franco-béarnais.

Dans les campagnes, aucune communauté ne tient compte de l'édit royal : il est considéré comme nul et non avenu ; le français s'introduit, mais le béarnais y persiste jusqu'au XVIII^e siècle, parfois jusqu'aux abords de la Révolution.

Voici un relevé, par ordre alphabétique, de nos sondages.

1. — *Communes qui renoncent au béarnais avant 1700.* — ABÈRE, le registre de décès de 1699 est en français. — ACOUS a un terrier du XVII^e siècle, français ; les registres de l'état civil sont en béarnais jusqu'en 1682 ; le français s'introduit alors timidement, et il est généralisé à la fin de l'année. — AGNOS a un censier de 1703 en français. — ANDOINS a un terrier français du XVII^e siècle, les actes de baptême sont en français en 1659. — ANOYE a des délibérations dépareillées (BB1) qui sont en béarnais en 1685 ; au XVIII^e siècle, elles sont en français ; les comptes, également dépareillés, sont en béarnais jusque vers 1706⁷⁹. — ANGAIS a des fragments de délibérations (BB1) qui sont en béarnais encore en 1691 ; il y en a une, en français, de 1689, et plusieurs après 1697 ; des états cadastraux du XVII^e siècle non datés (CC1 CC2) en béarnais ; en 1736⁸⁰, 1756, les rôles de taille sont en français ; les autres séries comprennent des actes notariés divers, surtout des ventes et des sentences arbitrales depuis le XVI^e siècle, qui sont toutes en béarnais

⁷⁸ Arch. com. d'Oloron. BB 2, fol. 237 v^o.

⁷⁹ Il y a même aux archives d'Anoye, un acte de vente de 1715 en béarnais.

⁸⁰ Le rôle de 1736 a encore des annotations en béarnais,

jusqu'en 1690 ⁸¹ ; le béarnais est très rare par la suite, mais apparaît encore en 1759 pour une vente de glands faite par la communauté : la pièce la plus significative se trouve dans le registre BB1 : c'est, en béarnais, un acte de syndicat entre les communes de Bénéjacq, Bordères, Lagos, Beuste, Angais, Boelh, Mirapeix (1680) : ainsi en fin XVII^e siècle, l'idiome local sert toujours dans les relations administratives entre gens du pays. — ARESSY a des registres d'état civil depuis 1652 en français (GG1). — ARUDY a des délibérations, en béarnais, encore en 1685, mais en 1691 elles sont en français. — A ASSON, les délibérations commencent, en 1680, en béarnais : le français apparaît pour la première fois le 8 août 1683, et jusqu'à la fin du registre, alterne avec l'idiome ; pourtant, c'est toujours le même secrétaire qui tient la plume : le registre BB2 qui commence le 27 septembre 1687 est entièrement français. Les comptes de gardes, de 1675 à 1704 ⁸², sont entièrement en béarnais, rôles de dépenses, ordres de paiements des jurats, quittances ; on ne trouve en français que des rôles de dépenses pour l'église, en 1683 et en 1704. Après lacune, les comptes reparaissent en 1717 en français (CC 28). Le registre de l'état civil commence, en août 1618, en français, au moment même où l'église est rendue au culte catholique (GG1). — A BAIGTS, les délibérations conservées s'arrêtent en 1673, et sont en béarnais ; pourtant sur la première feuille, à la date de 1660, il y a une annotation en français. L'état civil débute en 1639 en français (GG1) ; on trouve encore en français, des actes de notaires de 1632, 1650, etc... — A BERENX, les registres de l'état civil commencent en français, en 1639, et quelques actes antérieurs, retranscrits à cette date, laissent voir que le français était déjà employé en 1622. — A BE-

⁸¹ Voir CC 3 et DD 2. *Arch. com. d'Angais*.

⁸² CC 14 et CC 27. *Arch. com. d'Asson*.

THARAM⁸³, le français paraît précoce : des statuts de 1632, des actes notariés et des quittances entre 1634 et 1658, des comptes de 1647, sont en français. — A BIELLE, le cadastre de 1682 est en français, les registres de l'état civil sont en béarnais jusqu'en 1668, et français ensuite. — A BIZANOS, les délibérations sont en français à la fin du XVII^e siècle. — A BRUGES, la première délibération du registre BB1 (9 novembre 1672)⁸⁴, est en français ainsi que les suivantes : ce registre contient pourtant une mise aux enchères, et un censier en béarnais. Les comptes des gardes depuis 1598 jusqu'en 1693 sont en béarnais⁸⁵ ; après lacune, ils repaissent en français en 1718. Les comptes des marguilliers rédigés par le scribe communal sont en béarnais jusqu'en 1694, en français à partir de 1696 ; il est probable que la substitution a dû se faire simultanément à la mairie et à la fabrique. On a conservé dans cette commune une suite de quittances émanant des régents : en 1599, 1600, 1604, 1608, 1615, elles sont en béarnais ; en 1613, en 1618, en 1621, elles sont en français ; et, toujours par la suite, des suppliques adressées aux jurats, pour la fête locale, pour une pastorale, etc., qui semblent écrites par les régents, sont en français : il est curieux que les administrés semblent préférer le français bien avant les organes municipaux. Les registres de l'état civil débutent (GG1) en 1624, ils sont en français⁸⁶. — A DENGUN, à ESCOS, à GAN, les registres d'état civil sont en français dès le milieu du XVII^e siècle. — A GARROS, les délibérations de 1615 à 1662 sont en béarnais ; le registre

⁸³ DUBARAT, *Doc. sur Betharam*.

⁸⁴ Sur des feuilles éparses non classées, on trouve des fragments de délibérations de 1668 et 1671 déjà en français.

⁸⁵ Arch. Bruges. CC 4 et CC 9.

⁸⁶ Les renseignements concernant Bruges et Asson ont été complétés grâce à la complaisance d'un érudit local M. l'abbé Laborde.

suivant (BB 3) est rédigé sans ordre ni suite et il est commencé des deux côtés. Des indications relatives aux taxes sont en béarnais jusqu'en 1689, en français ensuite. Les délibérations proprement dites sont rares; une de 1706 est en béarnais lequel disparaît ensuite complètement. Dans la comptabilité le béarnais est employé tout le long du siècle, très corrompu vers la fin. Le premier texte français paraît être un rôle de capitation (1704), à la suite duquel le béarnais disparaît complètement. Toutes ces écritures sont mal tenues, et les textes enregistrés sont pêle-mêle, mais, au XVIII^e siècle, le français y est d'emploi général. — GELOS a un terrier français de 1674. — A LEMBEYE, les délibérations commencent (BB1) en 1675 avec une rédaction française: une fois, le béarnais reparaît le 24 août 1679. Le français a du être employé encore plus tôt: un cahier qui semble être un recueil fait en vue d'une procédure (sans date) contient une note en français de 1654 signée par les jurats. L'état civil catholique est en français au milieu du XVII^e siècle. — A LESCAR, le censier de 1643 est en béarnais, mais les annotations de l'année 1672 sont en français: les délibérations conservées au dépôt départemental remontent à 1770 et sont en français. Les actes de l'état civil commencent en 1610 (GG1) en béarnais, le cahier de 1618-1619 est en français, ainsi que les suivants: seul celui de 1627-1628 est en latin. — LUCQ-ARMOU possède un censier de 1655 (CC1) qui est en français. La comptabilité de l'église, de 1616 à 1645 (CC. 6, CC7) est en béarnais: on y a ajouté un récolement de comptes (1660) qui est en français. — A MORLAAS, le français apparaît dans les délibérations vers 1639, mais beaucoup plus tard dans les comptes et registres de la taille; entre 1655 et 1660 dans les actes de l'état civil. — MONTANER a un terrier français de 1661. — A CLARAC-NAY⁸⁷, (AA1) un

⁸⁷ Rappelons que le registre (GG) de l'état civil catholique commence en 1612 en français.

cartulaire du XVI^e siècle, un recueil de privilèges et d'ordonnances de police (AA3) qui va jusqu'en 1620, sont en béarnais. Les délibérations sont très claires, quelques extraits, 1636, 1644, 1684, sont inclus dans des dossiers et en béarnais (FF1); d'autres, réunies en recueil, sont du XVIII^e siècle, et en français. Les autres séries renferment des documents variés, en béarnais, en particulier des registres de notaires de la fin du XVI^e siècle (1580-1585, — FF 7), et des pièces de procédures (série FF). Ultérieurement le français devient usuel dans les documents de cet ordre: pourtant en 1671 un acte fait à la réquisition des marguilliers de Nay (DD 10) est en béarnais, ainsi qu'une enquête non datée sur les landes environnantes (XVII^e s.): à la suite de celle-ci (FF4) quelqu'un a recopié d'une écriture soignée des vers français. Une quinzaine d'inventaires, sur les titres, sur le mobilier de l'église et de la commune, entre 1620 et 1666 sont en béarnais, on en trouve ensuite en français, de 1672 et 1676 (II 64). Enfin une série de mandats et acquits pour l'église (DD10) de l'année 1683, est en français: ici la substitution de langue paraît accomplie dans les textes écrits après 1670. — A NAVARRENNX, les actes de l'état civil commencent en 1627 en français, et le français apparaît de même, au milieu du XVII^e siècle, dans le Livre Vert. — A PONSON-DÉSSUS, la série la plus riche (CC) comprend des censiers: le premier, (CC1) non daté, (fin XVII^e) est en pur béarnais; une copie (CC 2) en existe traduite en français. Un autre de 1705 (CC 3) est en français, sauf quelques articles, et les mentions marginales « pagat ». Les rôles de la taille (CC 5 et suivants), 1711, sont en français. Le recueil (CC4) comprend des actes en majorité béarnais: quelques reçus de Jeanne de Gassion sont en français. Les séries DD et FF, prouvent la persistance du béarnais jusque vers 1680. — A POEY, les actes de baptême sont en français en 1630.

— A PONTACQ, les délibérations sont en béarnais jusqu'à la révocation du secrétaire Sansarroy, 4 mars 1668; le béarnais reparait momentanément en 1670 pour disparaître tût après. — SALIES a une portion de ses habitants assez tût francisée puisque l'état civil des protestants commence en 1572 en français, et le béarnais qu'on emploie est déjà contaminé vers 1587 (règlement de la Fontaine); à SAUVETERRE de même, les comptes conservent le béarnais jusqu'au milieu du XVII^e siècle, mais les infiltrations françaises sont très sensibles dès la fin du XVI^e. — SEMÉAC et SEVIGNAC ont des registres d'état civil depuis le milieu du XVII^e siècle en français.

2° — *Communes qui conservent le béarnais après 1700.* — ABOS: Les délibérations en feuilles de 1736 sont en béarnais; en 1738, elles sont en français: un retour du béarnais se constate en 1749; mais, après 1751, celui-ci disparaît. Les comptes du XVII^e siècle, de 1643 à 1745, sont écrits dans un béarnais parfois assez pur, souvent contaminé (CC3 à CC5). Les quittances annexées sont pour la plupart en français: ainsi la population aurait de cette langue une connaissance plus répandue que la rédaction des comptes ne le laisserait croire. Le registre CC6 commence en 1746, dans le même style, et on trouve pour l'année 1760 des reçus encore béarnais. En 1771, le livre de dépenses est en français, et aussi les suivants. Les séries DD et FF contiennent des actes notariés nombreux du XVII^e siècle, avec des attestations et des certificats en béarnais jusqu'après 1690⁸⁸. La série GG contient des actes divers relatifs à la cure, du XVIII^e siècle,

⁸⁸ FF1. Une copie d'acte ancien en béarnais, est accompagné d'une attestation notariée de 1693 encore en béarnais. « Extregt de la grosse escriute en pargamy signade de Lanne per my pierre de la borde notary public de labastide... l'anneye presente mille sieys cens nonante et tres a talles fins exhibide et retirade per M. Arnaud Guillem de la fargue de la bastide.. » On voit que les notaires n'ont pas encore, à cette date, renoncé au béarnais.

en français. — ARROS a une série de pièces comptables et cadastrales assez complète : un registre de comptes-rendus par les « gardes » (CC1) qui s'achève en 1682, est béarnais ; deux registres cadastraux, avec des mentions, et des actes comptables, qui s'échelonnent entre 1662 et 1726, sont en béarnais ⁸⁹. Plusieurs rôles de tailles (CC5), 1701, 1736 ⁹⁰, sont en béarnais ; les suivants, 1752, 1754, 1770 sont en français. Les registres de la paroisse commencent en 1693 et sont en français. — A ARTIGUELOUVE les délibérations sont rédigées en dialecte jusqu'en 1733 : après une lacune, elles reparaissent en français en 1779. — ARTHEZ conserve des délibérations depuis 1586 en béarnais (BB1), et la première en français est du 25 février 1688. Dès 1652, la langue est fortement francisée : « lo trente de may aneye sus dite en la maison commune segon la resolution prise lo jour de ier de soy troubar assemblatz » (BB5 fol. 370). C'est le plaisir de ne pas parler français ! Des prospectus imprimés en béarnais et envoyés de Pau y sont insérés : ce sont des ordres à payer la part des tailles (1658, 1677) émanant peut-être des Etats ⁹¹. D'autre part en 1677 (BB8) une lettre du seigneur de Lons et la réponse des jurats sont en français. Ainsi s'affirme, malgré la possibilité d'employer le français, l'attachement à la langue du pays. Le registre BB10 est toujours béarnais, mais le français gagne ; après 1688, il apparaît çà et là, mais ne devient courant qu'à partir du 16 juillet 1696. Toutefois les ordonnances de police, et surtout le procès-

⁸⁹ « Libre de la perche de las terras contengudes au terradour d'Arros et bourdalat », — commencé en 1662 — (CC3).

⁹⁰ « Rolle de la taille deu Rey et charges extraordinaris de l'anade 1736 fait per nous jurats deputats et guardos d'Arros, coutisade et régalisade... » (CC 5).

⁹¹ Aucune indication relative à l'expéditeur.

verbal solennel du 1^{er} janvier ⁹² sont encore en béarnais et cela jusqu'en 1730. (BB 11). Le livre terrier de 1726 est en béarnais; un autre non daté, de quelques années postérieur, semble-t-il, est en français (CC 1, CC 2). — A AYDIUS, en pleine montagne, les délibérations sont en béarnais au XVII^e siècle, mais il y a des lacunes jusqu'en 1763 où elles sont en français ⁹³. Les comptes sont en béarnais assez pur jusque vers 1738; à ce moment le français intervient souvent; il élimine l'idiome local en 1762. Un livre des Biens des habitants d'Aydius de 1774 est en franco-béarnais ⁹⁴. Enfin un registre sans côte renfermé des pièces diverses, prises en charge, extraits de délibérations, résumés de comptes, en béarnais jusqu'en 1750, en français après cette date ⁹⁵. — A BOUMOURT, les délibérations et les comptes mêlés dans la série CC, sont en béarnais jusqu'en 1725; à partir du 28 mars, ils sont toujours en français. Le registre CC1 est une sorte de matrice cadastrale de la fin du XVII^e siècle en béarnais; dont les annotations marginales se prolongent, toujours en béarnais, jusqu'en 1737; le registre CC2 est un document du même ordre, en 1747, en français ⁹⁶. — A CAUBIOS ⁹⁷, la série CC contient des actes notariés écrits en béarnais jusqu'à la fin du XVII^e siècle, mais des reçus y épinglés sont en français; le registre CC 3 (1716-1785) con-

⁹² Comparer le procédé inverse que nous avons signalé en Provence: au milieu du XVI^e siècle, à Saint-Michel de Forcalquier, à Rians (Var), on abandonne le provençal pour le français dans le procès-verbal de la séance inaugurale de l'année.

⁹³ Je n'ai trouvé que les registres BB1 et BB3; le BB2 doit exister quelque part; je ne l'ai pas trouvé: ce serait le plus intéressant.

⁹⁴ Non coté. — Extrait: « Item une pesse de terre ou la mediche lanne aperade camlong estimade la somme de trente francs ».

⁹⁵ Les registres de l'état civil (GG1) ne commencent qu'en 1753 et sont en français.

⁹⁶ Les registres de l'état civil (1736) sont en français (GG1 et sqqs).

⁹⁷ Les délibérations ne commencent qu'en 1793, en français.

tient des comptes, des états de ventes de bois, dont le titre est français, et le texte béarnais. Les procès-verbaux des comptes rendus par les trésoriers sont en béarnais⁹⁸ jusqu'en 1781, ensuite en français. Les séries DD et FF contiennent des actes béarnais du XVII^e et, dans une procédure, on relève encore une déclaration béarnaise de 1711⁹⁹. Les registres d'état civil (GG) débutent le 7 janvier 1692 en français. — A JURANÇON, les délibérations sont en béarnais jusque vers 1680; de là, à 1687, les deux langues alternent, puis le français triomphe définitivement. Le censier de 1704 est encore en béarnais, mais l'état civil du XVII^e siècle est français. — A LAMAYOU, on trouve une transaction du 13 avril 1678 entre les communautés béarnaises et celle de Vic-Bigorre au sujet de pacages: l'acte, dressé par un notaire de Vic, a l'instrument en latin et les clauses en béarnais (DD1). Une sentence arbitrale du Sénéchal de Bigorre entre les communes de Peyraube, Samonzet, Mongaston et Lamayou etc..., d'une part, et le fermier du péage de Vic-Bigorre d'autre part, 1597, est en français (FF2). Une transaction de 1630 entre Vic-Bigorre et quelques-unes des susdites communes (DD 2) est aussi en français. La nécessité de régler des affaires avec des voisins de Bigorre francisés a donc pu provoquer, à la limite du Béarn et des terres royales, l'introduction du français. En fait, cette infiltration paraît précaire et, comme partout, le béarnais reste longtemps la langue municipale, jusque vers 1682, semble-t-il, dans les

⁹⁸ En l'année 1781, an rendut lous comptes de goardes..., etc.

⁹⁹ FF 2. Nous, Arnaut de aribere et Jean de daisse de Soubaignon declaram ce que pierre de Laplasette de Soubaignon nous a dit que ses transportat en la maison de.. (?) de Uzein per es estimat las (?) la deminussion de las ouilles de Cassou et Moulié de Caubios qui pren estades preses per la comunautat d'Uzein ab Pardies de Los et abem estimat la dete deminuissiou la somme de doutze liures et abem signat.

délibérations¹⁰⁰, jusqu'au XVIII^e siècle, dans le terrier de la « *vesiau* »¹⁰¹, (CC1), qui, encore en 1786, porte des additions ou des notes marginales en béarnais : dans les comptes, il y a des comptes rendus béarnais en 1736 (CC 2) et en 1752 (CC4) ; on trouve le français ensuite. Les rôles d'impôts au milieu du XVIII^e siècle sont français. La série de l'état civil commence en 1648 en français¹⁰². — A LARUNS, les recueils de la série AA et de la série BB renferment des délibérations toutes en béarnais au XVII^e siècle, et dans les deux premiers tiers du XVIII^e. A partir de 1769, quelques-unes sont en français ; après 1770, le français se multiplie, mais il n'évince le béarnais que dans le registre de 1789 (BB9). Les pièces de comptabilité très importantes, avec des rôles de tailles, qui sont conservées jusqu'en 1769 (CC 145), sont rédigées exclusivement en béarnais. Les registres de baptêmes (GG1), qui commencent en 1678, sont écrits en béarnais jusqu'en 1682 : ensuite le français apparaît quelquefois : il y a deux rédacteurs, le curé Tristan, qui préfère le français, et le prêtre Fourcade qui préfère le béarnais¹⁰³ : cette alternance n'existe pas dans les actes de mariage. Le second registre GG2 (1686) ne connaît plus que le français. La part du français est nettement circonscrite aux rapports avec le pouvoir et à la procédure, comme il apparaît aux pièces innombrables des dossiers formant la série FF : là

¹⁰⁰ Les délibérations et les comptes sont conservés en fragments dépareillés, et en désordre : de plus, la communauté était constituée de plusieurs agglomérations, dont les principales étaient Lamayou et Mongaston. Une délibération de 1772 dit : habitants desdits lieu de peiraube, samonzet, Lamajou et mongaston composant la meilleure partie de la communauté... BB1. Les archives sont mêlées.

¹⁰¹ Titre exact : « Terrier de la vesiau de Mongaston ».

¹⁰² Sauf le titre GG7 : « Registre des Baptizats ».

¹⁰³ Mais chacun d'eux use à l'occasion de l'autre langue.

l'emploi du béarnais ne dépasse guère 1620¹⁰⁴. En contraste, la masse des documents relatifs aux Bains d'Eaux-Chaudes, devis, dépenses, réparations, qui vont jusque vers 1770, et dont la majorité concerne les années 1750-1770, prouve d'une manière incontestable, que, dans les relations locales, l'idiome béarnais n'a rien perdu de ses prérogatives jusqu'aux approches de la Révolution¹⁰⁵. — A LEES-ATHAS, les délibérations sont en français, à partir de 1764, tandis que le français est employé dès 1662 dans les actes d'état-civil. — A MOUMOUR, les délibérations ne commencent qu'en 1780 : elles sont en français ; les comptes conservés de 1668 à 1705 sont en béarnais, une quittance de 1735 est encore en béarnais (CC1). — A MONTSEGUR, les délibérations ne sont conservées que depuis 1772, elles sont en français. Un censier du XVI^e siècle, avec des annotations ultérieures (CC 1) est béarnais. Les comptes (CC 3 et CC 4) sont béarnais au XVII^e siècle ; le premier cahier où l'écrivain essaye de rédiger en français est de 1725 ; ultérieurement, c'est le français qui est employé. — A OSSE, les délibérations et les comptes sont en béarnais jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. — A PARDIES¹⁰⁶, les délibérations¹⁰⁷ apparaissent en béarnais en 1721, en français en 1722, en béarnais, fin 1722 et en 1723, de là à 1730, plutôt en béarnais, mais quelquefois en français. Après 1730, elles sont en français. Les comptes, au XVII^e siècle, sont en français, et aussi pendant une partie du XVIII^e, sans qu'on puisse, vu le

¹⁰⁴ FF 3, FF 5, FF 6. De FF 7 à FF 12, on ne trouve que du français (XVII^e et XVIII^e siècles).

¹⁰⁵ Voir de GG8 à GG16 ; mais c'est surtout dans la série DD (DD 7 à DD 23) qu'on trouve des pièces portant sur le milieu du XVIII^e siècle. Dans DD21, on trouvera même pour cette époque, un traité en béarnais, avec une vallée du Haut-Aragon.

¹⁰⁶ Près Monein.

¹⁰⁷ BB1.

désordre des liasses, fixer une date¹⁰⁸. Des liasses de mandats (CC 4) sont en béarnais et même encore en 1760. Des « Rolles de Taille » de 1727 et 1728 sont en béarnais ; en 1729, il y en a un français. Un livre de raison (CC7) où sont incluses des pièces très diverses (listes de livraisons de vin, 1678, des actes notariés, un rôle de foin vendu, 1715, des états de journées payées à des ouvriers, 1721, des comptes, etc.), qui semblent se référer au château de Pardies, est rédigé en béarnais. Dans les autres séries, à côté de requêtes en français (XVII^e siècle), on trouve une procédure faite à Pau en 1659 par devant M. d'Amade, conseiller du roi, qui est en béarnais (FF2). En 1763 encore, un compromis passé par la communauté à propos de la boucherie (FF3) est en béarnais. Les archives ecclésiastiques conservent des actes relatifs à l'église, quelques-uns notariés (1684-1707) en béarnais. L'état civil ne commence qu'en 1773, en français. — A PEYRELONGUE, les archives ne conservent que des pièces éparses, elles sont en béarnais au XVII^e siècle, même l'état civil dont le seul registre survivant est de 1637-1646. Peu de documents pour le XVIII^e siècle : un rôle d'impôt de 1706 est encore béarnais (FF1).

Les vallées béarnaises de Baretous et d'Ossau formaient chacune un syndicat, c'est-à-dire une association de communes qui s'administraient collectivement : le béarnais est la langue officielle de ces syndicats.

Celui de Baretous comprend Aramitz, Arette, Issor, Lannes, Ance, Feas. C'est en béarnais que sont rédigés les règlements généraux de la vallée, en 1645, et aussi le « casernet de la court des jurats de Baretous (1655), registre des

¹⁰⁸ J'ajoute que les documents municipaux provenant de ce village sont mélangés, confondus. m'a-t-il semblé, avec ceux d'un village homonyme Pardies, près Nay. Comme les liasses n'ont ni couvertures, ni indications d'aucune sorte, je me suis trouvé très embarrassé pour opérer un classement.

arrêts judiciaires émis par la jurade (FF 1). En 1753 encore un acte commun à Arette, Aramitz et Issor est en béarnais ¹⁰⁹. La comptabilité, (recettes, dépenses, acquits, rôle de fournitures, ordonnancements, etc.) est toute en béarnais, au moins jusqu'en 1743, époque où s'arrête la série (CC 1 à CC 3). On voit quel est l'usage officiel de la vallée. Pourtant le français est connu auparavant. Une délibération d'Aramitz ¹¹⁰ (BB 1) de 1701 est en français; les registres d'état civil d'Issor (1633), de Feas (1692), de Lannes et de Feas (au XVIII^e siècle) sont en français (GG1).

Dans la vallée d'Ossau, les actes et cartulaires forment une collection magnifique de textes béarnais jusqu'au XVII^e siècle ¹¹⁰. A partir de 1620, les requêtes adressées à Pau sont en français, mais l'usage du béarnais persiste pour les affaires de la vallée. Les délibérations des assemblées ossaloises qui se tiennent à Bielle sont toujours en béarnais jusqu'en 1712: à part quelques pièces disparates (1693, installation du maire de la vallée) le français n'apparaît dans les procès-verbaux que le 12 septembre 1712 (BB 4). Le béarnais revient l'année suivante; le 19 novembre 1714, retour du français; d'avril 1715, jusqu'au 30 mai 1766, le béarnais est à peu près exclusivement employé. Dès lors, nouvelle période de flottement, avec prépondérance du béarnais de 1769 à 1771, puis du français pendant l'année 1772. Le registre BB7, qui commence le 29 décembre 1772, est entièrement français, ainsi que les suivants. Dans la comptabilité ¹¹¹, le béarnais règne jusqu'en 1768, souvent contaminé: c'est la langue des comptables en fonction; mais le public sait et souvent préfère le français. En marge des rubriques *dépenses*, il y a des acquits et des annotations des

¹⁰⁹ Arch. d'Aramitz (DD 2).

¹¹⁰ Série AA.

¹¹¹ CC 47 à CC 59.

trésoriers; au XVIII^e siècle, elles sont indifféremment en français ou en béarnais. Les quittances des particuliers sont plutôt en français: en 1703, on en relève une trentaine en français, pour une dizaine en béarnais; en 1706, une vingtaine en français, une dizaine en béarnais; en 1714, trois en béarnais pour une quarantaine en français, en 1716, elles sont toutes en français. Ainsi les individus écrivent en français et, si les officiers et fonctionnaires du syndicat ne les imitent pas, c'est par un conservatisme délibéré. A partir de 1768, pourtant cette opposition tenace faiblit; entre cette date et 1775, le français et le béarnais alternent: le détail des comptes est béarnais, les conclusions sont en français (CC 54). Après 1775, le français se généralise, bien qu'on rencontre encore le béarnais dans un état de vacances de 1783 (CC 59).

Cette revue alphabétique des communes a l'inconvénient de ressembler à un catalogue¹¹². Mais aucun moyen de discrimination n'est satisfaisant. Les considérations géographiques, qui, ailleurs, aident à décrire et à expliquer la marche du phénomène¹¹³, sont ici sans portée. Sans doute, à voir les faits de haut, l'importance et la position des lieux

¹¹² Je n'ai pas fait un dépouillement intégral des archives communales subsistantes. Voici la méthode que j'ai suivie: j'ai examiné toutes les communes dont le nom commence par la lettre A. Puis, j'ai choisi quelques points de sondages, pour chaque secteur du territoire béarnais, au moins deux, une bourgade importante, un petit village; par exemple, sur la frontière orientale, Lembeye, Lamazou; aux environs de Pau, Lescar et Pardies, etc.: j'ai pu obtenir aussi des renseignements par les instituteurs, et par les curés. Ces fonds communaux n'ont guère été exploités jusqu'ici, sauf par le Dr FAY, (*Lepreux et cagots du Sud-Ouest*) et par M. DUFAY DE MALUQUER (*Armorial de Béarn*, 2 vol.). — Leurs indications complètent et corroborent celles que j'ai recueillies. J'ai terminé par quelques sondages supplémentaires, au juger, sans choix préalable. Dans l'ensemble, tout se passe, en la plupart des lieux, d'une manière uniforme.

¹¹³ Dans notre ouvrage déjà cité, nous avons montré comment les plaines de passage, les vallées fluviales d'une part, les accidents du relief d'autre part, ont influé sur la propagation du français,

ont joué un rôle : les villes, Pau, Orthez, Oloron, ont été les premières, les vallées pyrénéennes ont été les dernières à évincer le français ; comme partout la montagne est plus conservatrice, ou moins perméable que la plaine ; mais en Béarn, ces différences, si elles existent, ne vont ni sans réserves, ni sans exception. Asson, au pied des monts, renonce au béarnais plus tôt qu'Artiguelouve, près de Pau ; Bruges, située comme Asson, se francise plus rapidement qu'Arthez, gros bourg près du gave et près d'Orthez ; Caubios, au nord de Pau, n'est pas en avance sur Laruns, et retarde sur Accous dans la vallée d'Aspe ; il y a cent ans d'intervalle entre Accous et Aydius, séparés de quelques lieues ; des villages proches de Pau, Jurançon, Pardies, Arros, Angais, sont fort retardataires ; à Lamayou, aux confins de la Bigorre, on trouve encore du béarnais en 1781. Ni la voie du gave, ni la proximité de provinces dès longtemps francisées, au nord et à l'est, ne sont des adjuvants de la propagation. Qu'on prenne la carte, qu'on unisse par des « isochrones » les localités où l'éviction du béarnais est contemporaine : on aboutira à des arabesques sans signification, et non à des tracés de courants.

On serait plus heureux en établissant une discrimination suivant la nature des documents. Dans l'ensemble, les textes uniformément francisés ont été, en premier lieu, les registres d'état civil, qui sont, presque sans exception, rédigés en français dès la première partie du XVII^e siècle ¹¹⁴. Les curés ont-ils voulu marquer par là leur reconnaissance à la royauté qui avait restauré le culte catholique aboli par Jeanne d'Albret ? Ont-ils voulu suivre l'exemple des protestants ? Il est notable que, en quelques communes — Lescar — le français

¹¹⁴ Voici une liste complémentaire de localités où l'état civil est écrit en français dès le milieu du XVII^e siècle : Andoins, Beuste, Bonnut, Gan, Izeste, Louvie-Juzon, Narp, etc. ; au XVIII^e siècle, Castetpugon, Gareindein, Villepinte.

est adopté dans ces actes, avant d'être proclamé langue officielle ; le cas de Laruns, qui conserve le béarnais encore à la fin du XVII^e siècle, apparaît comme une singularité.

En revanche les notaires, qui ont été dans les autres provinces, les meilleurs agents de propagande, loin de forcer les habitudes de leurs clients, leur font des concessions, puisque, en 1700 encore, on rencontre des actes écrits en béarnais. Plus qu'eux, les municipalités manquent de zèle : la plupart sont nettement et longtemps réfractaires, c'est le fait le plus saillant de notre enquête. Pure ignorance, pourrait-on dire, comme en Rouergue, comme en Provence ! Que non pas ! Car on sait le français, pour adresser des requêtes au Parlement ; les particuliers rédigent reçus et quittances en français, cependant que le trésorier communal qui les insère dans ses archives tient ses cahiers en béarnais. Ce contraste fait éclater le parti-pris auquel on se tient, dans les communes comme aux Etats du pays : on ne saurait pour justifier cette pratique invoquer l'utilité publique¹¹⁵. Et quand il s'agit de corps plus puissants, qui sentent leur force, comme les Syndicats de Baretons ou d'Ossau, l'obstination se fait plus tenace et ne fléchit qu'à la fin de l'ancien régime. Par suite les communes béarnaises sont les dernières de France à éliminer leur idiome, des écritures publiques.

En somme, malgré les gains incontestables réalisés par le français à la fin du XVII^e siècle, deux langues écrites subsistent jusqu'à la Révolution, celle de l'administration

¹¹⁵ Que l'emploi du béarnais aux Etats soit maintenu par principe et non pour la commodité des mandants, cela ressort du petit fait suivant : « en 1774, le syndic de Pardies traduit *pour la commune*, de béarnais en français, une délibération des Etats ». — Arch. Com. de Pardies CC 8. Extrait du Brevet des Etats du 4 février 1774, lequel extrait se termine ainsi : « délibéré à pau par les seigneurs des Trois Etats, le 4^e février 1774 collationné sur le brevet et traduit *de l'idiome bearnois en françois* par nous sus sindicq ».

royale, et celle des organes locaux d'administration, ces derniers se réservant à leur guise d'employer l'une ou l'autre. Par là, le bilinguisme béarnais se distingue de celui des autres provinces méridionales, et ainsi, l'édit de 1620 marque une date, et l'avènement d'un régime nouveau, mais il ne marque pas, comme l'ordonnance de Villers-Cotterets, une révolution : l'application en a été faite dans la mesure où on ne pouvait s'y soustraire ; pour le reste, la population s'est attachée à user de sa liberté, suivant la lettre, mais non l'esprit des prescriptions royales.

S'il fallait une preuve de plus qu'il y eut entêtement et non pas ignorance, on la trouverait simplement dans la qualité du béarnais qui s'écrit. Dès la première partie du XVII^e siècle, ce n'est plus un idiome, mais un patois misérable, tant l'obsession du français hante l'esprit de tous les scribes. On a vu, par les extraits cités, ce qui reste de béarnais dans les procès-verbaux des Etats. Les communes ne rédigent pas différemment. Voici un extrait typique des archives d'Arthez ¹¹⁶ pour l'année 1668 : « Sus so aussy qu'y es estat representat que plusiours pays de family an empeschat et empeschen que lours enfants s'en annabe et no ban a l'escolo per s'instruir et apprenne de legir et escriber pensan per tau moyen s'exemptar d'estar creats goardes et crubadours et responsadours de las tailhes et diners commus, es estat establitz que chaque pay de family tremetteran lours enfants a las escolles affin d'estar eslheibatz et que so pendem tous lous fils de family, aynats et capdets maridatz pouyran estar creats goardes sié que sapien ou non sapien legir et escriber per far lo recouvrement de lasd. tailhes et diners commus comme sy sabien legir escriber, provedit que d'ailhours sien solvables per responner deusd. diners communs et tailhes ». Avec ces verbes, ces adverbes à peine

¹¹⁶ Arch. d'Arthez, BB 6, 97 r^o, janvier 1668.

dénaturalisés, avec ces locutions, *per tau moyen, pay et fils de family, so penden, provedit que*, cela semble plutôt une traduction maladroite qu'une rédaction béarnaise de premier jet. Et pourtant, les Arthéziens employeront ce jargon barbare vingt ans encore, avant de se résigner à introduire ouvertement le français dans leurs délibérations.

L'étude de la production et de la langue littéraires conduirait aux mêmes conclusions. Rares sont les Béarnais qui ont écrit des œuvres françaises : l'initiative du poète Bernard du Poey, avec ses Odes du Gave (Toulouse, 1551), ne provoque pas d'imitateurs. Au cours du XVII^e et du XVIII^e siècle, les lettrés continuent à résister à l'engouement général, préfèrent cultiver la langue du pays, et se contentent d'une notoriété locale. Tels sont : Henri de Fondeville (1633-1705) avec sa *Pastorale deu Paysan*, Despourrins (1698-1749), le noelliste Henri d'Andichon (1712-1774). La *Pastorale* de Fondeville est un témoignage curieux de l'usage parlé : les paysans y sont introduits avec leur béarnais, les bourgeois éclairés s'expriment en français, les gens des classes moyennes emploient un dialecte très francisé. Il est sensible que les poètes s'attachent à « illustrer » le parler du crû ; le français ne s'emploie que dans les œuvres historiques ou scientifiques, comme celles de Bordeu. Mais l'inspiration poétique est de source française, comme trop souvent le vocabulaire. Qu'on relise la chanson si vantée de Despourrins :

*Co leüje, co boulatye, disé l'infortunat,
La tendresse et l'amour qui t'ey poürtat
Soun aco lous rebuts qui ey meritat.
Des puch qui tu frèquentes la yen de counditiou...*

Rien ne ressemble plus, comme sentiment, comme style, à nos poésies fugitives du XVIII^e siècle : c'est un emprunt

continuel à leur phraséologie. Il n'y a là de béarnais, que l'intention de ne pas parler français. Les écrivains manifestent, à leur façon, la même répugnance que les Etats et les communautés de la province, à adopter la langue du royaume, et la même impuissance à réagir entièrement contre son influence.

* * *

Singulière histoire que celle du français en Béarn ! Dès l'origine, que de circonstances favorables à son extension ! un Gaston Phœbus, qui, au XIV^e siècle, s'inscrit parmi les écrivains de langue française, ses successeurs qui prennent rang de politiques dans le royaume, puis des dynasties françaises par mariage, les d'Albret, les Bourbon ; par là dessus la Renaissance qui suit Marguerite de Valois, et la Réforme proclamée religion d'Etat, de nobles écrivains, des évangélistes, des réfugiés qui séjournent en Béarn : voilà plus qu'il n'en faut pour la diffusion du français, et déjà par la force des choses, par la vertu de l'ambiance, l'idiome s'abâtardit, avilissement précurseur de la mort.

Mais non, l'esprit public veille. Ailleurs, dans le Midi méditerranéen, une autre province, réunie malgré ses désirs au royaume, a exposé, avec ses revendications, la doctrine du « co-état », qui, en son fond, est celle des Béarnais ; et pourtant faute d'énergie, quarante ans après la mainmise royale, la Provence s'applique docilement à parler français. Ici l'intervention du roi provoque un soubresaut, et quand Louis XIII imposera sa réglementation unificatrice, les représentants du pays et des communes se montreront les dignes émules de ceux qui, dès 1533, avaient su, à la première menace, défendre la prérogative de leur parler national. Sans doute la condition de sujet fait qu'on transige, mais l'on n'abdique pas ; d'autre part on résiste malai-

sément au prestige d'une civilisation, et malgré qu'ils en aient, les Béarnais se francisent, mais jamais spontanément, ni foncièrement, ni sans arrière-pensée, et par exemple, on ne rencontre jamais dans les archives, le souci de faire enseigner le français aux enfants. La persistance du béarnais dans l'écriture, signifie que la langue du roi ne laisse pas d'être traitée en étrangère.

Attachement aux libertés locales, attachement au parler local, opiniâtreté à les défendre, l'unité de vue entre les générations maintient, à travers deux siècles, l'unité de tradition. C'est l'originalité des Béarnais, d'avoir senti, les premiers peut-être en Europe, que la question de langue est une question politique, qu'une langue propre est un rempart contre les impérialismes. Or un siècle et demi après la réunion, ils n'avaient pas encore souscrit au fait accompli : leur attitude demeurerait nettement protestataire. Au moment où se préparent les Etats Généraux de 1789, leurs déclarations sont séparatistes, et ils refusent de participer à ces assises du royaume. « La France et le Béarn, dit-on, sont deux royaumes distincts..., le Béarn est lié à la France à peu près comme l'Irlande à l'Angleterre »¹¹⁷. L'évocation de l'Irlande est suggestive de leur état d'esprit : elle explique cet amour obstiné pour l'idiome. Seule la disparition de l'ancien régime et l'avènement d'un ordre nouveau, pourront modifier ces sentiments. La crise de 1789 provoquera une révolution des cœurs : ils avaient toujours contesté l'incorporation au royaume, ils acceptèrent l'incorporation à la nation. C'est alors et pas avant que le Béarn est devenu français.

¹¹⁷ Cité par DUBARAT, *op. cit.* — Cf. LAVISSE, *Histoire de France* (IX-1, p. 429). Les Parlementaires se déclarent citoyens d'un pays « étranger à la France, quoique soumis au même roi ». Ils disent aussi que le Béarn n'est jamais devenu une province française.

LE ROUSSILLON

LE ROUSSILLON¹

Les traités de Westphalie et des Pyrénées ont posé à la monarchie française un problème nouveau : celui de l'assimilation par la langue.

Jusque là, aussi bien pour les provinces rattachées très anciennement au royaume, comme le Languedoc, que pour les acquisitions plus récentes, la Provence, le Béarn, l'administration royale s'est contentée de peu : elle impose le français, par voie judiciaire, dans la rédaction des pièces publiques, des dossiers de procédure, des contrats notariés, et en 1628 (Code Michau) dans les registres de l'état civil. Pourvu que les cadres généraux du domaine emploient le français, et que la population n'y regimbe pas, elle ne s'occupe, ni des moyens d'aboutir, ni de la conversion des masses au français. L'annexion de provinces étrangères, Flandre, Alsace, Roussillon, montre dans quelle mesure elle est capable d'innover et d'élargir ses méthodes.

*
* *

Le Roussillon, — avec la Cerdagne, — devenu français en 1659, avait une langue nationale, le catalan, vieil idiome roman, illustre par son passé littéraire, qui avait conservé

¹ L'exposé qui suit n'est qu'une amorce : il devra être repris le jour où l'ensemble des documents utiles seront publiés. M. Toreilles avait eu l'intention de faire l'histoire de la pénétration française, en Roussillon : il y a renoncé. Il nous a écrit que son projet serait peut-être repris quelque jour par un autre.

son individualité parmi les parlers méridionaux. Quelle attitude adopter ? Laisser les choses en l'état, dans l'espoir que le temps et le prestige du nom français assureraient la conquête lente des cœurs et des esprits, ou bien prendre des mesures énergiques pour implanter et propager la langue du roi ? Le Moyen-Age avec ses atermoiements optimistes, et son opportunisme confiant n'était plus de mode ; on aborda la question de front : une administration désormais consciente de ses destinées avait sa langue propre, elle allait l'inculquer à ses nouveaux assujettis ².

Il est remarquable que, la difficulté une fois envisagée, la solution fut entrevue et adoptée promptement : c'était l'organisation de l'Instruction publique ³. Un collège de Jésuites, chargé d'enseigner à la manière de France, fut ouvert à Perpignan à partir de 1662. Louvois, par lettre du 22 avril 1662, recommande à l'Intendant « d'insinuer aux Catalans qu'ils feront un choix bien agréable au Roy d'envoyer leurs enfans au Collège des Jésuites, pour y être instruits ». Cet établissement se heurte, dès l'abord, à l'hostilité de l'Université ⁴ : en 1663, le recteur, dans un mémoire aux consuls, prétend qu'ils ont dû se mettre eux-mêmes à apprendre le catalan. Malgré ce conflit inévitable, le nouveau collège reçut comme élèves, les fils de la bourgeoisie aisée. Bien que la culture classique fût le fond de leur enseignement, les Pères surent agencer un programme de circonstance. Un curieux Mémoire de livres achetés par eux à l'occasion des prix, en 1699, témoigne du souci qu'ils ont de faire connaître nos écrivains : ils distribuent le théâtre des deux

² Comparer avec ce qui se passe en Alsace, et en Flandre. F. BRUNOT, *op. cit.* T. V.

³ Pour ce qui suit voir TOREILLES, *Le Collège de Perpignan*. (Soc. agric. scientif. littér. des Pyrénées-Orientales, 1893).

⁴ Etablie à Perpignan.

Corneille, un Boileau, un dictionnaire de Richelet, et des textes latins avec traduction française⁵. Grâce à eux, les fils de famille furent initiés, en quelques années, à la langue et aux lettres françaises. Pour l'Instruction des filles, on fit appel aux Bénédictines de Béziers.

Mais l'autorité royale voulait plus et mieux : franciser la classe bourgeoise et la petite noblesse où se recruteront un jour les cadres administratifs du pays, c'était la première étape ; il s'agissait aussi de conquérir à l'amour ou au respect de Sa Majesté les classes inférieures. Or l'ensemble de la population se montrait rétive, et plusieurs révoltes, rapidement étouffées, éclateront entre 1660-1680⁶. L'intendant Carlier eut, semble-t-il, la première idée de créer (1672) des écoles pour répandre le français. Louvois lui donne, au nom du roi, son approbation. Les consuls de Perpignan ayant protesté, l'Intendant leur adresse une invitation catégorique à obéir⁷ : « ...Comme il n'y a rien qui entretienne l'union et l'amitié entre des peuples de différentes nations que la conformité du langage par lequel ils se font entendre les uns aux autres... Sa Majesté a ordonné l'établissement de plusieurs petites escolles ou les enfans de l'un et l'autre sexe puissent estre instruits à la connaissance des lettres de l'alphabet, des sillabes, diction et oraisons tant en langue françoise qu'en celle du pays et mesme en l'escriture des dittes deux langues, afin qu'insensiblement elles soyent rendus communes et reciproques ». L'avantage pour les Catalans,

⁵ Publié par TOREILLES, *La diffusion du français à Perpignan* (1660-1700). Perpignan. 1914, appendice.

⁶ L'état d'esprit de la population me paraît fort exactement reconstitué par L. BERTRAND, dans son roman *l'Infante*. Certainement, les organes administratifs se heurtèrent à la malveillance et à l'opposition qui sont décrites dans cet ouvrage.

⁷ TOREILLES, *La diffusion du Français à Perpignan* (1660-1700), Perpignan, 1914, p. 5 du tirage à part. — Voir l'Appendice.

c'est de « parvenir aux degrez et privilèges du doctorat, et aux charges d'honneur, de judicature et magistrature qui ne seront données à l'advenir à qui que ce soit sans que ceux qui y aspireront parlent et entendent passablement la ditte langue françoise, Sa Majesté s'estant suffisamment expliquée sur ce point... ». Tout est prévu dans la suite du document, choix de maîtres capables, inspections du Recteur, nécessité pour les Consuls de tenir la main « à ce qu'il n'y ayt dans ladite ville aucune autre petite escolle que celles cy-dessus, ausquelles tous les dits habitans seront tenus denvoyer leurs enfants et non ailleurs, à peine aux contrevenantz de cent livres... etc » ; défense à ceux-ci de « les faire instruire dans leurs maisons par d'autres maistres que par ceux qui seront establis aus dittes petites escolles, et deffenses seront faites à tous estudians et autres personnes de se mesler d'instruire les dits enfans... ». Toute la politique scolaire de l'avenir est incluse dans cette lettre, obligation, monopole et sanctions aux réfractaires ; tout y est coordonné, sans souci adventice de ne pas choquer le sentiment public, en vue de résultats nettement déterminés.

Dix ans plus tard le Conseil souverain, par un arrêt du 12 janvier 1682⁸, en vertu des mêmes considérations, étendit aux villes de la Province, l'application de ces mesures. Il était enjoint à celles-ci de créer des « écoles royales » pour enseigner le français, d'obliger les habitants à y envoyer leurs enfants, d'interdire tout autre établissement d'instruction, le tout, « sans que personne soit obligé de rien payer au regent », avec défense de recevoir dans les collèges, au corps des notaires, procureurs, chirurgiens apothicaires, « à moins qu'ils n'aient fait apparaître par de

⁸ TOREILLES, *ibid.*, et *l'Enseignement primaire en Roussillon* (Bull. soc. Pyrénées-Orientales 1895, p. 247 et sq.), et aussi *Inv. Som. Arch. Pyr.-Orient. Série C, C-1291, p. 207, 8.*

bons certificats de quelqu'un des regents desdites escolles qu'ils parlent, entendent et écrivent suffisamment la langue françoise »⁹.

Le clergé se fit l'auxiliaire du pouvoir civil : un séminaire fut installé à Narbonne pour y former au français tous ceux du Roussillon qui se destinaient à l'état ecclésiastique. A Perpignan, dès 1676, un carême fut prêché en français et le roi dans une lettre¹⁰ contresignée par Louvois, félicite les consuls de cette initiative et les encourage à continuer : « afin même d'obliger par ce moyen, les habitants de la ville à s'instruire en lad. langue française ». Il les invite à choisir des prédicateurs « qui scachent la langue françoise » et qui prêchent en cette langue. D'autre part, en 1689, Mgr de Montmor faisait imprimer un Avis pour les curés en langue française en même temps qu'en catalane ; il fondait en 1688 un séminaire diocésain avec des jésuites français pour directeurs d'études, et il prescrivit à ses curés de visiter les écoles, « pour voir si on s'y comporte comme il faut »¹¹. L'entente nécessaire était réalisée entre les Intendants, le Conseil souverain et les dignitaires de l'Eglise : un personnel de contrôle était constitué pour assurer l'efficacité des mesures prises.

Ainsi l'autorité souveraine non seulement avait saisi les exigences de la situation, l'importance du problème qui dérivait de l'annexion, non seulement elle avait conçu un plan d'action, mais encore elle avait constitué tous les éléments d'un organisme et d'une législation scolaires : créa-

⁹ L'arrêt du Conseil Souverain s'inspire de la lettre que l'Intendant Carlier, citée plus haut et adressée aux Consuls de Perpignan (3 février 1672).

¹⁰ TOREILLES, *Diffusion*, p. 10, note ; arch. com. Perpignan AA f. 388.

¹¹ TOREILLES, *operibus citatis*, *passim*.

tion d'écoles spéciales, fréquentation obligatoire, sanction aux délinquants, monopole, gratuité, préparation du personnel, contrôle: c'est la première fois que l'assimilation par la langue et l'enseignement étaient envisagés avec cette ampleur de vue, et cette décision dans la tactique.

L'exécution a-t-elle correspondu à la conception? Les ordres de l'Intendant se heurtèrent aux difficultés matérielles, sinon au mauvais vouloir des populations.

Les recherches faites dans les communes par M. Toreilles, montrent que les écoles royales furent rares. A Vinça en avril 1682, un certain Philip, d'origine française, est agréé comme « regent royal de l'école françoise ». Mais en 1685 le nouveau régent, malgré son titre de « preceptor de la escola royale » rédige sa quittance en catalan, et le suivant reprend le nom de maître de grammaire. Dans la plupart des lieux, l'école royale, quand elle fut constituée ne vécut pas: on en resta à l'école latine; sans doute que l'autorité ne montra aucune ténacité, détournée par d'autres soucis, et surtout parce que obligation et gratuité comportaient des charges financières que ni la monarchie, ni les municipalités n'entendaient supporter. Tout avait été prévu, sauf les difficultés budgétaires: l'administration royale se refusait à toute subvention, et les communes ne voulaient pas endosser la charge financière de l'enseignement français. La question d'argent fit avorter une entreprise dont le dessein avait été défini avec autant de justesse que d'opportunité. Ce qui est moins explicable, c'est l'indifférence, le renoncement devant l'échec, chez les fonctionnaires dont le zèle initial avait été si lucide. C'est que, plus de vingt ans après la conquête, on se sentait sûr du pays, et sécurité engendre nonchalance. Les Mémoires des Intendants, au XVIII^e siècle, ne disent mot des écoles royales,

Au surplus, peu importait : si les mesures envisagées pour les petites écoles, firent long feu, toutefois l'assimilation gagnait, de proche en proche, les groupes sociaux où se recrutent les cadres de la vie locale. A Perpignan, le collège des Jésuites prospérait ; une succursale des Bénédictines de Béziers y était aussi installée « pour apprendre au sexe la pratique de la piété et la langue françoise »¹². Ni la noblesse, ni la bonne société ne semblent avoir boudé. La décision du conseil souverain (1682) de n'admettre aux fonctions administratives et aux professions libérales que des candidats pourvus d'un certificat de langue française, compléta pour l'enseignement supérieur ce qui avait été tenté pour l'école, et ce qui avait été accompli par le secondaire. Il était recommandé de s'appliquer soigneusement à apprendre la langue française, « dans six mois ». Les dits six mois passés, les étudiants ne seraient admis ni « aux charges publiques, ni à aucun degré honorifique »¹³. Peu après (5 juillet 1683) un arrêt du Conseil créa, à l'Université de Perpignan, une chaire de droit français¹⁴, dont le titulaire, comme il était d'usage en la matière, professait en français. Par ces multiples organes, collège de garçons, couvent de filles, séminaire diocésain, Université, les classes qui sont la pépinière des futurs rob'ns ou tabellions, des médecins, des prêtres, des officiers royaux, s'appliquaient énergiquement à l'étude du français. Et c'était une nouveauté originale, hardie pour le temps, que d'exclure les impétrants, parce qu'ils ignoraient le français. A défaut du menu peuple, qu'on renonça à franciser, la conquête de l'élite fut chose faite à bref délai.

¹² TOREILLES, *L'Enseignement primaire en Roussillon*. Sur ces couvents de religieuses enseignantes, voir aux *Arch. dép. des Pyr.-Orientales*, C 1339.

¹³ *Arch. dép. Pyr.-Orient.* — Série C 1291.

¹⁴ TOREILLES, *Diffusion*, etc...

Que la prépotence du français fût admise par les dirigeants, c'était un résultat que l'autorité royale jugeait suffisant, et dont elle avait appris à se contenter. N'y avait-il pas, en d'autres provinces, plus anciennement réunies, des localités où la langue officielle n'était pratiquée que par les cercles de notables ¹⁵ ?

Aussi, en février 1700, le roi, pour couronner et consacrer quarante années d'efforts, et conformément aux précédents, le roi prit un édit qui appliquait au Roussillon au « Conflans » et à la « Cerdagne », les prescriptions que, cent soixante ans auparavant, François I^{er} avait édictées pour ce qui était alors le royaume. Cet édit fut enregistré le 2 avril par le conseil souverain du Roussillon. Comme il est peu connu dans sa teneur, bien que fréquemment cité, nous le reproduisons intégralement : ¹⁶

« Louis, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre : A tous presens et a venir, Salut, depuis plus de quaranté ans que nous possédons en pleine souveraineté les Comtés et Vigueries de Roussillon et Conflans, qui nous ont été cédés avec une partie du Comté de Cerdagne, par le Traité des Pyrénées, les Procédurés es Justices subalternes desdits Païs, les Délibérations des Magistrats des Villes, les Actes des Notaires et autres actes publics ont continué à y être couchés en Langue Catalane, par un usage que l'habitude seule a autorisé. Mais comme outre que cet usage

¹⁵ Cf. *Nos Recherches*, etc.. — Soulignons encore une fois, en note, ce qu'il y avait d'anormal dans l'acte du Conseil souverain qui frappe d'exclusion tous ceux qui prétendraient « aux emplois » sans avoir une connaissance suffisante de la langue française. C'est, la première fois, semble-t-il, que l'autorité souveraine a eu l'idée de prendre « des garanties » de cette nature. L'usage de la langue royale est ici la pierre de touche du loyalisme.

¹⁶ Il est simplement signalé dans les Répertoires de jurisprudence et les recueils d'Ordonnance, et même dans Isambert. Il a été publié dans la *Revue Catalane* du 15 octobre 1909, p. 292-3.

répugne et est en quelque façon contraire à Notre Autorité, à l'honneur de la Nation Française et même à l'inclination des habitants desdits Païs, lesquels en toutes occasions ne témoignent pas moins de zèle et d'affection pour notre service que nos anciens Sujets : Ils en recoivent d'ailleurs beaucoup de préjudice, en ce que pour faire instruire leurs enfans dans ladite Langue Catalane et les rendre par là capables d'exercer les Charges de Judicature et de Magistrature, ils se trouvent obligés de les envoyer etudier dans les Villes de la domination d'Espagne, ce qui leur cause de grands frais ; Nous avons jugé que pour remedier à ces inconveniens, il était à propos d'ordonner qu'à l'avenir toutes les Procédures et les Actes publics qui se feront dans lesdits Païs, seront couchés en Langue Française : scavoir faisons que pour ces causes et autres bonnes considérations, à ce Nous mouvans, de notre certaine Science, pleine Puissance et Autorité Royale : Nous avons dit, statué, déclaré et ordonné, Disons, statuons, declérons et ordonnons par ces Presentes, signées de notre main ; voulons et nous plaît que d'orénavant, et à commencer du premier mai prochain, toutes les Procédures qui se feront dans les Sièges et Jurisdictions desdits Païs de Roussillon, Conflans et Cerdagne ; comme aussi les Délibérations des Magistrats des Villes et des Communautés, les Actes des Notaires et generally tous autres Actes publics qui se passeront esdits Païs, seront mis et couchés en langue française, à peine de nullité. Defendons à tous Avocats, Procureurs, Greffiers, Notaires et autres, de ne se plus servir pour cet effet de la Langue Catalane, et aux Juges et Magistrats de le souffrir, ni de prononcer leurs jugemens ou Délibérations qu'en Langue française. Si donnons en Mandement à nos Amés et féaux Conseillers, les Gens tenans notre Conseil Supérieur de Roussillon, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier et enregistrer, et le contenu en

icelles faire entretenir, garder et observer, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière ; et afin que ce soit chose ferme et stable, Nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles au mois de Février, l'an de grace mil sept cens, et de notre Règne le cinquante septième...

Lu et publié l'Audience tenant, à ce requerant le Procureur général du Roi, ce jourd'hui 2 Avril 1700 ».

Il est à peine besoin de noter que l'inspiration est ici la même que celle de François I^{er}. Mais on remarquera que le roi a pris soin de justifier sa décision par des considérants, et que, parmi ces justifications, il invoque curieusement l'intérêt même des Catalans, ce qui ne s'attendait guère. Il y a là un souci fort habile de ménager les susceptibilités. En revanche, non seulement le français est rendu obligatoire, mais aussi le catalan est expressément interdit dans les actes, et parmi les autorités qui auront à se conformer à l'édit, on désigne nommément, outre les gens de justice, les corps municipaux. Seuls les curés sont oubliés. Mais un arrêt de 1738 leur rappellera qu'ils sont, eux aussi, soumis à l'obligation de rédiger l'état civil en français « a peine de 500 livres ».

C'était là l'aboutissement d'un système clair et cohérent qui avait pour objectif l'unité de langue, pour moyen une politique scolaire, pour sanction, l'accès des charges et emplois interdit aux réfractaires, et pour conclusion l'obligation légale de n'employer que le français. Quarante ans après le traité des Pyrénées, la province entrait dans le droit commun. Mais que sert de légiférer quand font défaut l'énergie, la continuité dans la création et le contrôle ? Ici pour s'être borné à des velleités, sans actes créateurs, le pouvoir a laissé se perpétuer jusqu'à la fin de l'ancien régime le conflit du français et de l'idiome local,

*
* *

Voyons donc dans quelle mesure l'assimilation par la langue réussit, dans quelle mesure elle échoua.

Entre 1660 et 1700, on observe que le catalan reste, même dans l'écriture, la langue d'emploi normal. Le français est celle des corps administratifs qui s'organisent. Toutefois les arrêts civils du conseil souverain¹⁷ sont la plupart en catalan jusqu'en 1694 : entre 1694 et 1698, le français et le catalan alternent : après cette date les actes français deviennent la majorité. Dans les textes locaux, c'est une exception que de trouver à Estagel des actes de l'état civil rédigés en français depuis le 8 janvier 1684. Les notaires se servent quelquefois du français ; une chanson française insérée dans un registre de Michel Rovera¹⁸, notaire à Perpignan, contre les jésuites, révélerait que l'esprit français pénètre en Roussillon. Les autorités ecclésiastiques emploient, de préférence le parler local. On voit, en 1688, à Ria, le prieur de Cuxa défendre de prêcher autrement qu'en catalan ou en français, mais son arrêt est rédigé en catalan. On imprime peu en français, et sauf une Vie de Notre Seigneur, éditée par Reynier à Perpignan (1684), et l'Avis pour les curés déjà signalé (1689), la Bibliographie roussillonnaise¹⁹ ne relève pour l'époque que des livres en catalan. En 1696 on imprime une traduction de la *Devotio de la novena y desena de S. Francisco Xavier*... Dans l'ensemble la pénétration du français reste précaire. Par une requête adressée à « Nos

¹⁷ TOREILLES, *Diffusion*, etc..., p. 12, n° 2. — Les arrêts criminels sont au contraire en français.

¹⁸ TOREILLES, *Le Collège de Perpignan*. (Soc. agric. scientif. littér. des P.-Or., 1898).

¹⁹ VIDAL, *Bibliographie roussillonnaise*.

Seigneurs de Barbesyeux, Chamillard, de Noailles et Intendant, les consuls de Perpignan», confirment cette situation²⁰. A Perpignan, « il y a, disent-ils, des nottaires françois et catalans, personnes d'un tres grand merite, tres scavants...; il n'y a qui sont deya avancés en age qui leur seroit impossible de faire les actes en langue françoise...; dans les grandes villes, les habitants en particuliers les plus principaux scavent mediocrement la langue françoise; dans les petits villages et en particulier à la montagne... les habitants sont si ignorants a la langue françoise'sens la sçavoir parler, et sont fort peu qui l'entendent... ». Les curés et les notaires qui les aident « ne scavent non plus la langue françoise... ». Quant aux témoins dans les enquêtes et les procès, « il leur serait presque impossible de déposer sur un article conceu en langue françoise ». Toutes réserves faites sur ce témoignage, qui est une plaidoirie contre la mesure du roi et du Conseil Souverain, il est certain que le Roussillon en est, pour la langue, à peu près au même point qu'en 1660.

Malgré cette supplique, les consuls de Perpignan auront à s'incliner. Ils auront beau se faire appuyer par deux Catalans résidant à Paris et à qui ils écrivent en langue du crû, le pouvoir souverain n'est pas revenu sur sa décision. Aussi à partir du 1^{er} mai 1700, les notaires se mettent à rédiger en français et dans le volume des Totis, le secrétaire municipal fait de même, à partir de la même époque (12 mai)²¹. Et peu après, les autres localités s'inclinent de même²²; à

²⁰ TOREILLES, *Diffusion*, p. 13. Cette requête fut écrite, dès que fut enregistré par le Conseil Souverain de Roussillon, l'édit de février 1700.

²¹ TOREILLES, *Diffusion*, p. 17.

²² Ces renseignements proviennent d'une enquête poursuivie avec l'aide des instituteurs communaux. Mais c'est une minorité, parmi les communes, qui conserve encore des délibérations municipales antérieures à l'époque française, et où on puisse fixer la mutation d'idiome.

Rivesaltes, une délibération du 28 août 1700 est déjà en français, et les notaires renoncent au catalan à dater de 1704; à Céret, les délibérations sont en français en 1700, à Prades au cours de 1701. A Arles-sur-Tech, les notaires renoncent au catalan le 1^{er} janvier 1701; à Salses, une délibération du 15 juin 1701 est en français²³; ailleurs, quand les collections sont incomplètes, on constate l'emploi du français, à Codelet en 1709, à Oms en 1718, à Vinça en 1730, à Argelès en 1733, à Rivesaltes en 1724²⁴. Il est probable que, sans les lacunes, on y constaterait l'adoption du français dès le début du XVIII^e siècle. Pourtant quelques petites communautés ne se rendent pas à l'ordre du roi. A St-Laurens de Cerdans les délibérations sont encore en catalan en 1735; le français n'apparaît qu'après lacune en 1766; à Los Masos (canton de Prades), le catalan persiste jusqu'au 8 août 1738, et à Molitg jusqu'au 19 juin 1747; à Nyer, on trouve le catalan dans les actes communaux jusqu'en 1754. A Hix un livre d'impôts du XVIII^e s. est entièrement catalan²⁵. Malgré ces retards avérés, et malgré l'insuffisance irréparable de notre information, il semble bien que les secrétaires de mairie et les notaires ont été dociles aux ordres du souverain.

Les actes de l'état civil, aux mains des curés, restent en général écrits en catalan: à Estagel pourtant ils sont en français avant 1700, et à Salses dès le 3 février 1703: ce sont là des exceptions. Une déclaration du roi (9 avril 1736) qui

²³ Mais les archives de la commune possèdent une ordonnance du viguier de Roussillon et Vallespir, de novembre 1701, en catalan.

²⁴ A Estagel, un compte de 1710 est en catalan, le registre de délibérations (1724-1759) est en français.

²⁵ La plupart des communes où j'ai fait enquête n'ont de registre de délibérations qu'à partir de la Révolution, telles, St-Estève (an VI), Bages (1791), et plus souvent encore, à partir du XIX^e siècle.

ne semble avoir été exécutée qu'à Argelès-sur-Mer (le registre de catholicité renonce au catalan le 31 décembre 1736), mit en branle le Conseil Souverain : il fut rappelé aux ecclésiastiques que l'emploi du français était obligatoire sous peine de 500 livres d'amende (10 juin 1738). La crainte d'une sanction pécuniaire paraît avoir été salutaire. A Perpignan, le curé de Saint-Jean obéit le 22 juillet, celui de St-Jacques, celui de la Réal, de même : celui de St-Mathieu avait déjà, pour quelques actes, anticipé²⁶. A Elne (28 juillet), à Baixas (juillet), à St-Estève (30 juillet), on obéit pareillement. A Bompas, le curé inscrit mention de l'ordonnance et s'y conforme le 17 juillet²⁷. A Molitg, le dernier acte catalan est du 13 août ; à Llupia, le 19 août, à St-Laurent de la Salanque le 25 août, à Prades et à Vinça, le 30 septembre, à Valmanya le 23 octobre, le catalan disparaît. Puis c'est à Collioure (1738), à Olette en 1739. Rivesaltes présente une lacune entre 1727 (catalan) et 1745 (français), Thuir entre 1738 (catalan) et 1740 (français), Toreilles entre 1737 (catalan) et 1739 (français). Nyer emploie le français après 1740, et Ille-sur-Tet à partir de la même année.

Il y a ici aussi des retards : à Oms, le premier acte français est du 26 mai 1741 ; à Palau, même année. Bages a une lacune entre 1739 catalan, et 1759²⁸ français. A Prats de Mollo, le dernier acte catalan est du 30 mai 1743, le premier français du 3 juin²⁹. Hix a encore du catalan en 1748, et Theza jusqu'au premier janvier 1749. Corsavy a un registre

²⁶ TOREILLES, *Diffusion*, p. 18, note.

²⁷ Registre de l'état-civil de Bompas : « Par arrêt de la cour du 10 juin dernier, dont copie a été donnée au sieur Curé de Bompas ce 15 juillet 1738, tous registres de mariages, baptêmes et sepultures seront écrits à l'avenir en langue françoise sous les peine y contenues ».

²⁸ Pourtant on a un feuillet de 1747 en français.

²⁹ Taulis écrit en catalan jusqu'au 7 avril 1744.

de 1756 en catalan, le suivant (1765) est en français. A Osseja, les actes ne subsistent que depuis 1749, ils sont en français, mais le catalan est repris pour un temps de 1759 à 1764. Dans les communes, où ces registres ne dépassent pas le milieu du XVIII^e siècle, ils sont en français³⁰. Ainsi plus ou moins, et malgré une bonne volonté générale, le français ne s'implante pas sans créer un malaise. Intronisé comme langue officielle, ayant seul valeur légale et obligatoire, il ne parvient pas facilement à déposséder le parler local de l'emploi écrit.

En fait, il n'est pas exagéré de prétendre qu'il y a en Roussillon, pendant le XVIII^e siècle, et jusqu'aux approches de la Révolution, deux langues écrites, simultanément. Voici, par exemple, la ville de Thuir³¹ dont les archives sont assez bien conservées pour nous fournir une idée exacte de l'usage. Les délibérations y sont en français (série BB) depuis 1701, mais il y a des pièces en catalan dans le registre 1719-1734; les registres de taxes perçues au nom du roi contiennent du catalan encore en 1775. Dans la comptabilité communale, le catalan est plus usuel que le français jusqu'en 1742: le registre de 1743-1747 est le premier qui n'admet plus le catalan. Les registres du claviariat (série FF) sont en catalan jusqu'en 1700, mais il y a du catalan encore en 1724 dans les dossiers de procédure; dans les pièces ecclésiastiques, les registres de catholicité gardent le catalan jusqu'en 1738, les comptes des fondations et œuvres pies sont en catalan jusqu'en 1741, les registres suivants sont tantôt en catalan, tantôt en français: un registre de 1768-1779 est en catalan.

³⁰ Les registres de l'état civ. ne commencent qu'en 1773 à Ordeilla Via; en 1793 à Ur; en l'an 2, à Saint-Laurent de Cerdans; en 1795 à Caldejar; en 1798, au Boulou; ils sont en français.

³¹ *Inv. som. arch. com. de Thuir* (1895).

La persistance de l'ancien usage se révèle dans les archives religieuses conservées au département ³².

A Perpignan même, les Mémoires de la Collégiale de Saint-Jean, sorte de registres mixtes avec des actes et des comptes, comportent, jusqu'à la fin de l'année 1742, plus de catalan que de français. Les actes reçus par le secrétaire de cette communauté n'admettent le français que dans le registre 1705-1711, et le catalan persiste jusqu'à la fin du registre (1705-1723). Les Etats de propriétés sont en catalan jusqu'en 1786, les droits de la communauté jusqu'en 1782 : le registre suivant de cette série (1784-85) admet le français, celui de 1789 est le premier d'où soit exclu le catalan. Les censeaux qui renferment des reconnaissances ont du français à partir de 1700. Il y a cinq ou six registres de fondations pieuses pour le XVIII^e siècle, et le catalan y est presque uniquement employé jusqu'en 1790. Le fonds de la Collégiale de Notre Dame possède des Listes d'échéances de rentes en catalan, jusqu'en 1712; une autre (1732-35) est en français. Un *Llibre dels officis* (1735) est en catalan et en français. Si les censeaux et les comptes sont en français, une liève des biens communaux est en catalan jusqu'en 1788. A la paroisse Saint-Mathieu, les actes catalans se prolongent, mêlés au français jusqu'en 1730; dans les fondations pieuses, un registre de 1764 est en catalan pur, un de même 1774, dans les lièves de revenus. A la paroisse St-Jacques, il y a des recueils d'actes et des censeaux où le français se mêle au catalan à partir de 1700. Mais un cahier de fondations (1739-1747), un livre de comptes (1780-1782), un livre de trésorerie (1785-1790), un autre de 1790, sont en catalan.

La série G comporte un autre fonds très important, celui de l'évêché d'Elne. Les actes épiscopaux sont souvent en français avant 1700 (mandement du vicaire général (1683);

³² *Inv. som. arch. dép. Pyr. Orientales. Série G.*

des abjurations de calvinistes se font en français aussi bien qu'en latin, ou qu'en catalan (1664-1685). Après 1700, le français semble généralisé³³ : les revenus de la mense (1718-1769) sont en français. Mais en dehors des services généraux du diocèse, le catalan est plus tenace. Le livre des comptes du Chapitre est en catalan en 1708 ; un compte relatif à la mense (1721-24) de même ; un livre de distributions quotidiennes (1769-1770) est mi-catalan, mi-français. Les comptes, — recettes et dépenses, — de la communauté ecclésiastique, sont en catalan en 1770-71 ; les suivants sont en catalan et en français.

Les églises du Roussillon, du Conflent, de la Cerdagne, procèdent pareillement : au Canet on a une liève de revenus de 1743, à Rivesaltes un livre d'anniversaires (1755-1762) en catalan. Dans l'ensemble le français s'introduit parmi les liasses et les registres, à partir de 1700 ; mais côte à côte avec lui, le catalan se maintient dans les documents d'archives jusqu'au milieu, et parfois jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Les archives privées donneraient lieu aux mêmes constatations : marquons seulement que les curés continuent à employer le catalan dans leurs papiers privés. Un livre de raison du curé de Palau³⁴ (XVIII^e siècle) est en catalan ; des notes de M. Iglesias³⁵, curé de Nyer, en 1754, sont en catalan, et de même une notice insérée par le curé de la paroisse Saint-Jean à Perpignan, dans son registre d'état civil (1750-1752). Un ex-voto en catalan a été signalé à Planes³⁶, canton de Montlouis, pour l'année 1741. En 1785 on trouve en-

³³ Pourtant on trouve à Evol, une ordonnance épiscopale de 1737 en catalan. (*Bull. Pyr. Or.* 1905, p. 297).

³⁴ TOREILLES, *Revue hist. et arch. du Roussillon* (1902).

³⁵ *Bull. soc. agr. etc., Pyr.-Orient.* (1898, p. 230 sqqs.).

³⁶ *R. L. R.* (1908, p. 511). — RONJAT, *Notes sur l'enclise.*

core une lettre d'un marchand d'Olette³⁷ écrite en idiome local.

En résumé, la pénétration du français s'est accomplie encore par voie d'ordonnance et comme mesure administrative, mais ici changement n'équivaut pas à révolution. Si, en Provence, en Languedoc, en Gascogne, après 1540, les parlers locaux sont rapidement bannis de l'écriture, même des livres de raison et de la correspondance, en Roussillon, la langue officielle partage avec le catalan, le privilège d'être une langue écrite; au moment où finit l'ancien régime, on rédige encore, en dialecte, des actes et des registres. Et cette vitalité s'explique par l'ignorance et l'inhabileté du public; elle s'explique aussi d'une autre façon: les circonstances, en 1700, pour le Roussillon, ne sont pas celles de nos grands domaines méridionaux en 1540; le conflit des langues n'a pas le même caractère: le français au sortir du Moyen-Age, a pour adversaire principal le latin, langue d'initiés, langue morte; les tendances particularistes, si elles existent, ne sont pas analysées en notions claires, et la langue n'en est pas considérée comme le symbole. En Roussillon, la conquête française était trop tardive pour que le sens national ne soit pas éveillé; de plus, le latin, de bonne heure, était devenu d'emploi rare, éliminé par le catalan dans la pratique générale. Tout le XVII^e siècle écrit en catalan; grâce à quoi, celui-ci bénéficie d'une possession d'état incontestée, et d'habitudes séculaires, et a survécu en conséquence aux ordonnances royales et à la pression administrative. Que l'on transpose par la pensée les faits historiques, et qu'on imagine le Roussillon définitivement acquis à la couronne, sous Louis XI³⁸, comme il eût pu advenir;

³⁷ *Bull. Soc. agr. Pyr.-Orient.* (1898, *ibid.*, p. 230 sqqs.).

³⁸ On sait que ce roi conquit et occupa le Roussillon; Boffile le Juge l'administra en son nom jusqu'en 1491; le pays fit retour à l'Aragon en 1494.

le passage du parler local au français, se fût opéré avec la même simplicité que dans les autres provinces méridionales, sous l'effet de l'ordonnance de 1539. Mais à la fin du XVII^e siècle, l'assimilation d'un peuple par la langue, était une entreprise autrement malaisée que sous François I^{er}.

Cela dit, et après avoir mis en lumière cette coexistence de deux langues écrites en Roussillon, il faut ne pas méconnaître les progrès du français : non seulement les municipalités les plus réfractaires après 1735, les derniers curés rétrogrades après 1760, l'abandonnent, mais encore dans les liasses et recueils, il s'élimine partiellement dans les années moyennes du XVIII^e siècle (1740-1760). Dès lors les générations nouvelles s'habituent davantage à l'écrire et paraissent le préférer. Il serait arbitraire de fixer par des dates les relais de cette évolution : pourtant le premier tiers du XVIII^e siècle est caractérisé par une survivance inattendue de l'idiome ; le second, par l'extension du français, le dernier, par le déclin graduel du catalan ; en 1790 le catalan s'écrit encore, mais le français tend à s'employer universellement. Il a donc fallu plus de cent ans pour que l'édit royal développe toutes ses conséquences³⁹.

*
* *

La production littéraire est le signe de la vitalité linguistique : or du XVII^e siècle au XVIII^e, il n'y a pas interruption. Les « Goigs » sont toujours l'objet de la faveur publique, ils sont réimprimés en 1748, 1749, 1750, 1758, 1773, 1778, 1780, 1781, 1785, 1786⁴⁰. On arrange en tragédies les

³⁹ Faut-il ajouter que de ce double instrument d'expression, naquit cette contamination qui se manifeste ailleurs au XVI^e siècle. On relève, dans les archives, tous les spécimens gradués de langue corrompue qui vont du catalan pur au français pur.

⁴⁰ Voir VIDAL, *Bibliogr. roussil.*, et voir aussi COMET, *L'Imprimerie à Perpignan*. (Bull. soc. agric. scient. et litt. des Pyrénées-Orientales, 1908, p. 239 et sqqs.). Tout ce qui suit est emprunté aux catalogues procurés par ces érudits.

anciens mystères⁴¹. On traduit des livres latins ou français. *Exortacio a la penitencia per Claudio Viexmonsio, parisien, traduhida de llati en catalan*, per lo doctor Francesch de Queralt, canonge de la santa iglesia d'Elne y official de Perpinya (1707); *Preparatio à la mort, vertida del frances* (1719); **Horas catalanas* (1733); *Llibre dels miracles de Na S. del Roser* (1733); *Manual de exercicis y cantichs spirituals traduhit del frances*, (Perpignan 1735). Quelle différence avec la pratique des autres provinces méridionales qui au XVI^e siècle, ont fait traduire en français leurs recueils de titres romans ou latins⁴².

Après 1750, les livres de piété, qui avaient pour clients les dévôts de toutes classes, sont moins abondants : on trouve encore des exercices pour les missions, des neuvaines (*Novena del glorios sant Miquel*, 1765), des catéchismes (1770 et 1791)⁴³, des almanachs, mais ceci n'est pas propre au pays. Les livres laïques se multiplient en français et le témoignage le plus probant de la diffusion du français nous est fourni par la création des « *Affiches, annonces, avis divers de la Province de Roussillon* » qui parut à Perpignan le 1^{er} mai 1776 : c'est le premier journal qui fut fondé dans le pays, en français, au moment où les progrès de cette langue sont attestés d'autre part par l'examen de documents d'archives.

*
* *

L'usage écrit et l'usage littéraire sont déjà par eux-mêmes significatifs de l'usage parlé. Le catalan maternel continue

⁴¹ R. L. R. (1888, p. 339). *Notes sur l'ancien théâtre catalan*. On y signale : *Tragedia en cinch actes dels martyrs dels sants Sixto, Llaurents, Hipolits y Roma*, imprimée chez Comte.

⁴² On imprime aussi en français, mais moins : *Histoire de Saint Gauderic* (1716); — *Mémoires instructifs des miracles opérés par Saint François de Paule* (1722).

⁴³ Notons encore en 1781, *Elogis de las gloriosas santas verges y martyrs* (Perpignan, 1781).

à s'employer dans la vie journalière : un procès-verbal de discussion à Marquexane, vers 1760, relate les propos tenus par le bailli et ils sont en catalan ⁴⁴. On a vu qu'en 1785, un marchand d'Olette rédige encore en catalan sa correspondance. D'autre part, le remanieur de mystère dont nous avons parlé plus haut, fournit une indication qui limite toutes les autres ⁴⁵ : « Los defectos en la locutio catalana se poden excusar, dit-il, en un rosellones, puix en esta provincia hi ha diversitat eix idioma en molts terme y ninguno parla correctament cathala, sia per que se usa mes parlar lo frances, o per que no si llexian llibres catalans, deveni que se francisan alguns termes quant se parla cathala... ». Ainsi le parler local se corrompt parce que les gens instruits, ceux qui lisent, deviennent des francisants. De même, un mémoire de 1727 ⁴⁶ pour les Bénédictines, venues de Béziers, qui ont ouvert une école annexe, laisse entendre que l'engouement pour la langue française se développe : « jusque au menu peuple y envoie leurs filles par le desir empressé que l'on a pour apprendre la langue... La langue française y est parlée dans toute sa pureté et depuis les grands jusqu'aux plus petits, tout le monde s'y applique avec attention... » Un autre mémoire, même date, pour le couvent Sainte-Catherine dit : « Non seulement dans la ville de Perpignan, mais encore dans toute la province, tout le monde s'empresse a faire elever les jeunes filles et leur enseigner les mœurs et la langue française : aussi peut-on avancer sans rien hazarder que la langue française (y est) parlée dans toute sa pureté à l'admiration du public... » Sans doute ces rapports émanent de gens qui font leur cour

⁴⁴ *Inv. som. arch. dép. Pyr.-Orient*, Série G.

⁴⁵ *R. L. R.* (1888, *loc. cit.*).

⁴⁶ TOREILLES, *L'enseignement en Roussillon*, *op. cit.*, p. 260, notes. D'après C. 1339.

aux puissances, et sentent l'apologie. Il y a des phrases de prospectus dans ce qui est dit ailleurs de l'École des Bénédictines⁴⁷. « C'est la seule maison gratuite pour les filles et la seule de toute la province où la langue française soit constamment parlée et enseignée ». Mais l'objet de cette réclame non déguisée, n'est-il pas de répondre aux besoins et aux demandes de la clientèle : le public se préoccupe donc d'apprendre le français. Même l'éducation des filles est considérée comme incomplète si elle ne comporte pas « les mœurs et la langue française ». Une mode peut-être a déterminé un courant d'opinion. En tout cas, cette jeunesse sera mariée vers 1740, et la génération suivante, apprendra le français, sans jeu de mot, comme une langue maternelle, au moins à Perpignan, et sans doute dans quelques centres importants.

Le même souci se fait jour dans quelques communes moyennes, mais bien plus tard. A Vinça en 1744, on demande un maître pour donner les premiers principes et éléments de la langue française. A St-Cyprien (avril 1750), on cherche un prêtre qui sache « enseigner aux enfants en frances »⁴⁸. A Thuir, en 1763, on déplore qu'il n'ait pas été possible jusqu'ici « de trouver un sujet en état de donner les premiers documents à la jeunesse... les jeunes gens succent le mauvais accent d'un precepteur qui n'a nul usage de la langue française »⁴⁹. En 1780, à Rivesaltes, le conseil veut un régent qui mènera les enfants de l'alphabet à la lecture de la langue française. Un représentant du peuple, Cassanyes de Canet, dira plus tard de lui-même : « M. Pe-

⁴⁷ *Inv. som. arch. Pyr.-Or.* (Série G, 1339 en 1723).

⁴⁸ TOREILLES, *op. cit.*, p. 261 à 266, l'auteur qui a fort déligement dépouillé les archives locales, ne semble pas avoir trouvé d'indices plus nombreux.

⁴⁹ *Inv. som. arch. com. de Thuir*, série BB.

rone m'enseigna à lire en français. Son successeur me fortifia dans la lecture du français »⁵⁰. L'intention d'instruire en français se manifeste donc en quelques lieux, mais on « manquait de sujets », on s'en plaint, et on n'y trouve pas de remède. D'autre part, les gens du Roussillon, très amis de l'instruction, tenaient beaucoup plus au latin qu'au français, comme il apparaît dans les documents rassemblés par M. Toreilles. Le désir de s'assurer des régents de latin est si général, si disproportionné aux ressources des communes que les Intendants s'efforcent de réagir. Ce goût de la latinité reste tenace et primordial puisque les Cahiers du Tiers Etat n'enregistrent rien d'autre sur la question ; art. XIX : que les régents des villes et des communautés de campagne puissent y enseigner le latin⁵¹.

Il est donc à présumer que les progrès du français furent précaires et ralentis. Quant la Révolution eut éclaté, on signale çà et là quelques tentatives locales pour assurer l'enseignement du français. A Rivesaltes, en 1790⁵², les futurs régents qui se présentent au concours, pour la petite école, sont interrogés sur l'arithmétique et la langue française. Mais on se plaint partout, comme trente ans avant, des difficultés du recrutement. A Villèlongue⁵³, on offre la régence au citoyen Monier, sergent-major d'un régiment cantonné dans le pays, « pour détruire entièrement l'idiome catalan que nous parlons pour le remplacer par le langage national ». Malheureusement ce sous-officier bienvenu ne peut obtenir la permission de ses chefs. Le procureur général

⁵⁰ *Révolution française*, (14 mai 1888). *Cassanyes et ses Mémoires inédits*.

⁵¹ TOREILLES, *op. cit.*, p. 275.

⁵² *Ibid.*, p. 319.

⁵³ *Ibid.* p. 325.

syndic résumait exactement la situation dans son rapport au Comité du Salut public, 5 germinal an II ⁵⁴ : « L'établissement des instituteurs de langue française dans nos campagnes est le seul véritable moyen de révolutionner tous les esprits... mais, citoyens représentants, l'effet d'un si salutaire décret sera nul peut-être par le manque d'instituteurs ». Il n'y eut qu'un palliatif : « le passage continuel d'étrangers et de troupes de toutes armes, dit un émigré, obligea les Roussillonnais à s'occuper de la langue générale de leur pays » ⁵⁵.

En terminant cette étude, on constate que la question du français en Roussillon est dominée par celle de l'enseignement, et que depuis la conquête jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, ni l'une ni l'autre n'a été résolue : à l'origine, le pouvoir a marqué une volonté qui fut catégorique, mais non opiniâtre ; par la suite, l'acquisition du français et de maîtres idoines a été abandonnée au hasard. A Perpignan seulement, par les Jésuites, par les Bénédictines et autres congrégations féminines, une partie de la jeunesse a pu s'initier avec succès à la langue nouvelle. Les campagnes demeurent déshéritées sur ce point, à moins que les maîtres libres, dont on signale, avec force récriminations, la concurrence, en face du régent officiel, n'aient suppléé à l'incapacité de celui-ci ⁵⁶. En tout cas, ce n'est pas avec des moyens

⁵⁴ TOREILLES, *op. cit.*, p. 326-27, d'après L 271.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 359, d'après les *Mémoires de M. Jaume*, Introd., p. LVII.

⁵⁶ TOREILLES, *op. cit.*, p. 281 et sqqs. En 1745, à Perpignan même on parle « d'un nombre infini de religieux, pretres, et abbés et autres tenant ecole ouverte ». — L'instituteur de Rivesaltes se plaint « que plusieurs personnes regentent sans avoir aucun titre » (1768 et 1783). A Sorède, on voit deux chirurgiens tenir école (1775), à Ille-trois beneficiers (1763), à Banyuls (1780), un brigadier de douanes. — Mais c'est une simple conjecture que d'imaginer en eux des professeurs de français.

de fortune qu'on assimile une population, quel que soit son bon vouloir. Aussi, bien que la propagation du français se manifeste dans les textes à partir de 1740, c'est peu avant la Révolution que le catalan paraît condamné comme langue écrite, sans qu'on puisse encore parler de déchéance irrémédiable. Quand la crise éclata, on ne saurait prétendre que le Roussillon fût aussi avancé dans la francisation que l'étaient, vingt ans après l'ordonnance de Villers-Cotterets, les autres pays du Midi : et dans la législation scolaire, on voit les Conventionnels placer cette province au rang de l'Alsace, de la Corse, du Comté de Nice, comme parlant normalement un idiome étranger.

*
* *

Le Roussillon fournit donc, à l'histoire de la pénétration française un chapitre original : en Provence, en Languedoc, en Gascogne, on a accepté le français sans résistance, et on a renoncé brusquement à l'emploi écrit des idiomes locaux ; en Béarn, on a résisté dans la mesure où il se pouvait, et sciemment. Ici, sans qu'on puisse parler de résistance délibérée, un état d'équilibre se fixe, où le français prend ses positions, où le catalan maintient une notable partie des siennes, un bilinguisme s'établit, très spécial, puisque le parler local ne cesse ni de s'écrire ni de s'imprimer, et la victoire définitive du français comme langue écrite n'est assurée que cent ans environ après l'édit du Conseil Souverain.

D'un point de vue plus général, c'est en Roussillon que l'autorité royale pense pour la première fois à appliquer aux peuples méridionaux un système d'assimilation par la langue fort bien entendu. C'est justement ici que le catalan s'éternise, que les populations sont le plus lentement gagnées, que le français s'introduit par progrès pénibles, et

non comme ailleurs par irruption brutale. Et de cela il y a plusieurs raisons : celle qui les contient toutes c'est que, entre la fin du Moyen-Age et l'apogée de l'absolutisme, si d'une part les doctrines de gouvernement et les méthodes d'administration se sont complétées en s'organisant, d'autre part, les attaches qui unissent les peuples à leur pays et à leur langue sont moins lâches qu'à l'époque féodale, par l'effet d'un nationalisme encore obscur : ce sentiment, très vif en Béarn, et aussi en Alsace, est en Roussillon, à cette date, plus confus, moins explicite, mais il est également efficace.

CONCLUSION

De cette double enquête, deux idées semblent se dégager.

Tout d'abord, la conclusion du dernier chapitre peut-être reprise comme conclusion générale : plus on s'éloigne du Moyen-Age, plus se précisent et s'enrichissent les sentiments particularistes. Ainsi s'explique que les deux provinces, acquises par la royauté au XVII^e siècle, aient réagi contre l'introduction du français, chacune à sa manière, alors qu'au XVI^e siècle, les provinces voisines avaient acquiescé avec une docilité pareille. Si l'on a commis souvent un anachronisme, en attribuant, dès le Moyen-Age, aux peuples du Midi un attachement à leur parler, qui soi-disant les aurait indisposés contre l'emploi de la langue royale, en revanche, au XVII^e siècle, cet attachement apparaît et ce serait un tort de le méconnaître. En ce sens l'histoire du Béarn est typique, non seulement par l'opiniâtreté d'indépendance qui s'y révèle, de 1620 à 1789, mais surtout par une intuition très exacte de cette vérité, que la question de langue est une question politique. Une tendance du même ordre, quoique moins nettement affirmée se présente en Roussillon et oblige la monarchie à préciser sur ce point sa méthode d'administration. Elle s'y montre à la fois clairvoyante, quand on lit les instructions de Louvois, de l'Intendant Carlier, du Conseil Souverain, pour provoquer la

création d' « écoles françaises », et impuissante, puisque cette ardeur s'éteindra, tel un feu de paille, et que, faute d'argent, et une fois maté l'esprit de rebellion, elle désarme ou plutôt se désintéresse. Ainsi au XVII^e siècle l'établissement de la langue officielle dans les pays nouvellement incorporés ou réunis, n'est plus une affaire simple, comme elle fut, par exemple, au siècle précédent, pour la Provence : et cela est vrai au Nord du royaume comme au Midi ¹.

Et par là nous rejoignons les conclusions de notre précédent ouvrage ². Nous y avons montré que la persistance du bilinguisme, consécutif à l'ordonnance de Villers-Cotterets, atteste que l'unité monarchique n'est rien moins que foncière et organique. Le Béarn et le Roussillon mettent en relief, comme dans une image grossie, tout ce qui reste de particularisme sous-jacent, ce qu'il y a de précaire dans cette unification centralisatrice. Dans ces deux pays, le pouvoir souverain a tout juste obtenu que le français soit employé comme instrument officiel ; mais il n'est pas parvenu à l'imposer comme langue universellement écrite. En plein XVIII^e siècle, les municipalités en Béarn, les curés en Roussillon, préférèrent se servir de l'idiome local, les premiers par une volonté bien assise, les autres par incapacité de faire autrement. La part du français est donc ici très réduite, et c'est une surprise, quand on n'est pas averti, de trouver jusqu'aux abords de 1789, dans les archives communales et ecclésiastiques, des documents encore rédigés en langue du pays. Seule la Révolution établira ici ce qui depuis deux siècles et demi, est la règle partout ailleurs, l'uniformité de langue écrite : dans ces provinces, et sur le fait particulier

¹ Cf. F. BRUNOT, *Hist. de la langue*. T. V. Chapitre XI, XIII et XIV.

² A. BRUN, *Recherches historiques...* Conclusion.

de langue, cette grande crise marque un terme et un commencement.

Accessoirement, cette double étude est fort instructive. On voit s'élaborer à propos du Roussillon, un programme d'action qui sera repris ou retrouvé par les Conventionnels. Le projet que Louvois veut appliquer aux Catalans, — assimilation par la langue, la langue par l'école, — rappelle ceux du Comité d'Instruction publique. On voit poindre, en Béarn, un aspect du patriotisme, que la Révolution traduira en formule de raison : ces Béarnais qui considèrent leur langue comme une parcelle, et non la moins précieuse, de leur patrimoine, ne sont-ils pas sans le savoir, les précurseurs de ceux qui proclameront, après 1789, que la langue est l'expression et l'indice de la nationalité ? Et l'on ne prétend pas qu'ainsi ont été préparées pour l'avenir des vérités nouvelles ; mais on reconnaîtra que ces deux cas particuliers ne sauraient être indifférents à l'histoire générale.

APPENDICE

Le programme « assimilation par l'école », avec les mesures connexes qui en découlent, n'a jamais été mieux exposé que dans la lettre déjà citée que l'Intendant Carlier adressa aux Consuls de Perpignan en 1672. Jamais encore pareille clairvoyance, en la matière, ne s'était manifestée chez un représentant de l'autorité royale. C'est historiquement un des premiers documents où le problème soit présenté avec sa solution. Toute une politique de langue y est incluse et vu son importance, nous croyons utile d'en transcrire le texte intégral.

Ce texte n'est pas inédit. Il est demeuré longtemps enfoui dans un dossier des archives municipales de Perpignan ; il a été publié par M. Toreilles dans sa *Diffusion du Français à Perpignan* (LV^e Bulletin de la Soc. agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales ; tirage à part, Perpignan, J. Comet, 1914, p. 5 et sq.).

A Perpignan, ce III février 1672.

La resolution¹ prise par la douzaine de remède (?) de répondre à la lettre que le Roy a escrite à Messieurs les Consuls pour l'establissement en ceste ville des petites escolles françoises ne convient pas aux intentions de Sa Majesté, et il ne s'agit en ceste occasion que d'obéir et executer les ordres donnez sur ce sujet par Sa Majesté, sans recourir a des remonstrances inutiles qui ne peuvent estre que très

¹ La lettre du roi à laquelle il est fait allusion, n'a pas été retrouvée, non plus que la réponse contenant les propositions des Consuls.

desagreables à S. Majesté. Et afin que Messieurs les Consulz puissent estre plainement instruitz des intentions de Sa Majesté pour les executer sans aucune remise ny dellay, je dois leur faire observer que, comme il n'y a rien qui entretienne l'union et l'amitié entre les peuples de differentes nations que la conformité du langage par lequel ils se font entendre les uns aux autres, entrent dans les negoces et conversations utiles et facilitent leur commerce, Sa Majesté a resolu demployer ce moyen pour unir les françois qui habitent en ceste province avec les habitants originaires du pays, facilliter leur commerce, rendre leurs negoces et conversations agréables et utiles et faire en sorte quilz sexpliquent intelligiblement et commodement les uns avec les autres.

Et a cette fin Sa Majesté a ordonné l'establissement de plusieurs petites escolles dans la ditte ville de Perpignan ou les enfans de l'un et l'autre sexe puissent estre instruitz a la connaissance des lettres de l'alphabet, des sillabes, dictions et oraisons tant en langue françoise qu'en celle du pays et mesme en l'escriture des dittes deux langues, afin qu'insensiblement elles soyent rendues communes et reciproques a tous les ditz habitans françois et catalans, et que les ditz enfans masles qui voudront estudier aux lettres soyent par ce moyen rendus capables d'entrer dans les classes de grammaires ou ils sont instruits par les soins des Reverends Peres Jesuites tant en la langue latine quen la françoise, ainsy que l'on en est convenu avec eux pour monter ensuite aux autres sciences et parvenir aux degretz et privileges du doctorat, et aux charges d'honneur, de judicature, et mag'strature qui ne seront données a ladvenir a cature, et magistrature qui ne seront données a ladvenir a tendent passablement la ditte langue françoise, Sa Majesté sestant suffisamment expliquée sur ce point.

Les dites petites écoles seront sous les soins et conduites du recteur de l'Université qui y choisira des maîtres propres et habilles pour les tenir et en faire les fonctions et qu'y a ceste fin seront scavants es dites langues et escritures afin de les pouvoir enseigner esgallement a leurs escolliers. Le dit Recteur les visitera souvent pour connoistre si les dits maistres font leur devoir et les redresser quant ils manqueront.

Les dites escolles seront distribuées dans les quatre paroisses de la dite ville pour la plus grande commodité des enfans et la ville donnera quelques gages aux maistres pour les obliger a une continuelle assiduité a leur devoir, des quels gages les maistres pourront subsister avec ce qu'ils tireront par chacun mois de leurs escolliers, et Messieurs les Consuls tiendront la main a ce qu'il n'y ayt dans la dite ville aucune autre petite escolle que celles cy dessus, ausquelles tous les dits habitans seront tenus denvoyer leurs enfans et non ailleurs a peine aux contrevenantz de cent livres damende aplicable a l'hospital des pauvres de la dite ville et mesme ilz ne pourront les faire instruire dans leurs maisons par dautres maistres que par ceux qui seront establis aus dites petites escolles, et deffenses seront faites a tous estudians et autres personnes de se mesler dinstruire les dits enfans ny de contrevenir aux conditions du dit établissement sur les mesmes peines.

Il n'est point a propos de vouloir charger les R. P. Jesuites de tenir les dites petites escolles soubz pretexte de quelque retribution que la ville leur donne parce que le traicté qui a esté faict avec eulx ne porte pas ceste condition, mais seulement quilz instruiront les escolliers de grammaire qui iroent en leurs escolles ou claces a parler la langue françoise. Et comme ces peres n'enseignent jamais les petits enfans a lire ny a escrire et que les escolliers qu'on leur envoie sont

apris aux petites escolles avant d'entrer dans les dites clases de grammaire, il ny a aucune aparance de pretendre deulx ce qui est marqué par la resolution du dit Conseil,

C'est pourquoy il convient que Messieurs les Consulz executent les ordres et intentions de Sa Majesté et quilz ne fassent point connoistre par des remonstrances inutiles quilz les veulent esluder.

CARLIER.

VU le 7 Juillet 1922

Le Doyen de la Faculté des Lettres de Paris,

FERDINAND BRUNOT.

VU et Permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPEL.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	5
I. Le Béarn.....	11
II. Le Roussillon.....	61
Conclusion	87
Appendice	91

En vente à la même librairie CHAMPION

- Atlas Linguistique de la France**, par J. Gilliéron et E. Edmont, 35 fascicules de 50 cartes chacun. L'ouvrage complet. 900 fr.
- **Supplément**. 1930, fort vol. in-4 de 300 p. à 3 colonnes. 100 fr.
- **Table de l'Atlas Linguistique de la France**, gr. in-8 de VIII-519 p. 52 fr. 50
- — **Corse**. Parus : fasc. 1-4 (de 200 cartes chacun). — Le fasc. in-folio (Avec l'engagement à l'ouvrage complet, 10 fascicules). 37 fr. 50
- GAVEL (H.)**. **Elément de phonétique basque**. 1921. in-8 542 p. 37 fr. 50
- Institut d'estudis Catalans :**
- Anuaris de l'Institut d'Estudis Catalans.*
- Anuaris MCMVII-MCMXIV. 5 vol. Chacun 30 pesetas
- Documents per l'Historia de la Cultura Catalana Miguelet*, publiés par A. Rubio i Loch.
- Vol. I, contenant plus de 500 documents. 16 pesetas
- Vol. II, i darrer (sous presse).
- Les obres d'Ugias March*. Edicio critica en vista de tots els manuscrits i totes les edicions, par Amadeu Pagès.
- Vol. I, Introduccio. Text de les poesies I-LXXXIV. 12 pes.
- Vol. II, i darrer. Poesies LXXXV-CXXIV. Glossari. 12 pes.
- Itinerari de Jaume I « El Conqueridor »* per Joaquin Miret i Sans 20 pes.
- MEILLET (A.)**. **Linguistique historique et linguistique générale**. 1921. In-8 de VIII-335 pages. 40 fr.
- MEYER (Paul)**. **Documents linguistiques du midi de la France**, recueillis et publiés avec glossaires et cartes. Ain, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes. 1909, fort volume in-8, cartes. 25 fr.
- PAGES (Amedée)**. **Auzias Marc et ses prédécesseurs**. Essai sur la poésie amoureux et philosophique en Catalogne aux XIV^e e. XV^e siècles. In-8, 1 planche en couleurs. 5 fr. 75
- Revue internationale des Etudes basques**, publication de la Société des Etudes basques « Eusko-Ikaskuntza » Dir. D. J. de Urquijo. Secret. G. Lacombe. Trimestrielle T. XIV, 17^e année 1923. Abon. annuel 37 fr 50
- Revue de Philologie Française**, dirigée par L. CLÉDAT et J. GILLÉRON, T. XXXV, 1923. Abonnement annuel : 25 fr. — U. P. 27 fr.
- RITTER (Raymond)**. **Le château de Pau**. Etude historique et archéologique. 1919, in-8 avec 6 planches dans le texte et hors texte, 54 illustr. dans le texte et hors texte. 15 fr. 60
- Prix Ch. BLANC à l'Académie des Beaux-Arts (1920).
- Romania**, fondée par P. MEYER et G. PARIS, publiée par Mario ROQUES. T. XLX, 1923. Abonn. annuel : 35 fr. — U. P. 37 fr.
- RUBLE (Baron A. de)**. — **Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret**. 4 vol. gr. in-8. 40 fr.
- **Jeanne d'Albret et la guerre civile**. [Suite de **Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret**]. Tome I, seul paru. In-8, 475 p. 5 fr
- **Le mariage de Jeanne d'Albret**. In-8, xiv et 321 pages, avec un portrait gravé. Edition sur papier de Hollande. 15 fr.
- **Mémoires et poésies de Jeanne d'Albret**. In-8 241 p. et un portr. 12 fr
- **Le traité de Cateau-Cambrésis** (2 avril 1559). In-8. 347 p. 10 fr.
- **L'assassinat de François de Lorraine, duc de Guise** (18 février 1563) In-8. 238 p. 6 fr.
- THOMAS (A.)**. **Essais de Philologie Française**. 1898. in-8. 11 fr. 50
- **Nouveaux essais de Philologie Française**. 1904, in-8. 12 fr.